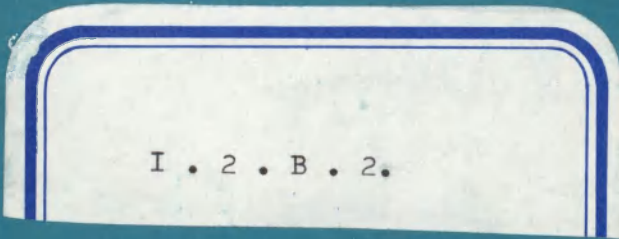


18

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOC. PRÊTE -
RETOUR BUREAU 712

ISLANDE



JANVIER 1963

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

PARIS

ISLANDE

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS ET LA POPULATION

Superficie totale (milliers de km ²)	103	Population urbaine à Reykjavik (décembre 1961)	73,388
dont :		Autres villes (décembre 1961)	47,736
Superficie cultivée, janvier 1961	0,8	Population par occupation (1950) :	
Pâturages naturels (moyenne 1953-57)	19,8	Agriculture	20 ^{0/0}
Glaciers	14,0	Pêche	11 ^{0/0}
Population totale en 1962	184,000	Transformation du poisson	5 ^{0/0}
Densité au km ²	1,7	Industries manufacturières	16 ^{0/0}
Accroissement net, taux annuel (moyenne 1950-60)	2,1 ^{0/0}		

PRODUCTION

Prise de poisson (moyenne 1953-1960) (milliers de tonnes)	453	Cheptel ovin en janvier 1961 (en milliers de têtes)	836
---	-----	---	-----

L'ÉTAT

Gouvernement (nombre de ministres) :		Parlement (nombre de sièges) :	
Parti indépendant (Conservateurs)	4	Parti indépendant (Conservateurs)	24
Démocrates sociaux	3	Parti progressiste (Libéraux)	17
		Communistes	10
		Démocrates sociaux	9
		Dernières élections générales :	
		1959	60
		Prochaines élections générales :	
		1963	

NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour en 1958	3,240	Nombre de voitures par 1.000 habitants en 1960	85
Consommation d'énergie par habitant en 1957 (moyenne O.E.C.E. = 100)	163	Nombre de récepteurs de radio par 1.000 habitants en 1958	278
Consommation de papier par habitant en 1957 (moyenne O.E.C.E. = 100)	80	Salaire horaire moyen des ouvriers non qualifiés, à Reykjavik, juillet 1962 (en couronnes)	26,29

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Principaux produits exportés en 1961 (en % des exportations totales) :		Principaux produits importés en 1961 (en % des importations totales) :	
Poissons et produits dérivés	91	Équipement	28
Produits agricoles	6	Autres produits manufacturés	35
		Combustibles	14

LA MONNAIE

Unité monétaire : la couronne

Unité monétaire par dollar des États-Unis 43,00

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

ISLANDE

1963

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les Membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les Membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en décembre 1962

TABLE DES MATIERES

I. EVOLUTION DEPUIS LA GUERRE	5
II. EVOLUTION RECENTE	8
Politique monétaire	9
Le budget	13
Production et demande	13
Balance des paiements	16
Prix et salaires	20
III. CONCLUSIONS	22
ANNEXE STATISTIQUE	25

PAGE BLANCHE

ISLANDE

1. Depuis la fin de la guerre, l'économie islandaise s'est considérablement développée. Toutefois, la cadence d'expansion a été irrégulière, traduisant notamment le fait que l'économie islandaise est fortement tributaire des prises de poisson, sujettes à des fluctuations importantes et des exportations de produits de la pêche. En outre, l'inflation qui a sévi pendant une grande partie de cette période a eu une influence défavorable tant sur l'évolution économique que sur la situation de la balance des paiements. Grâce au Programme de Stabilisation que les pouvoirs publics islandais ont adopté en février 1960, avec l'appui du Fonds Monétaire International et de l'O.E.C.E., un équilibre plus satisfaisant a pu être réalisé entre l'offre et la demande. L'équilibre de la balance des paiements extérieurs a été assuré, avec un renforcement notable des réserves de devises et, une fois absorbés les effets de la dévaluation de 1960, les prix sont devenus plus stables. Toutefois, les fortes hausses des salaires et des prix agricoles du printemps de 1961 ont fait une fois de plus monter les prix et la couronne islandaise a dû être à nouveau dévaluée. Au cours de l'été 1962, une nouvelle hausse générale des salaires et des revenus agricoles a encore une fois rendu difficile le maintien de la stabilité économique.

I. EVOLUTION DEPUIS LA GUERRE

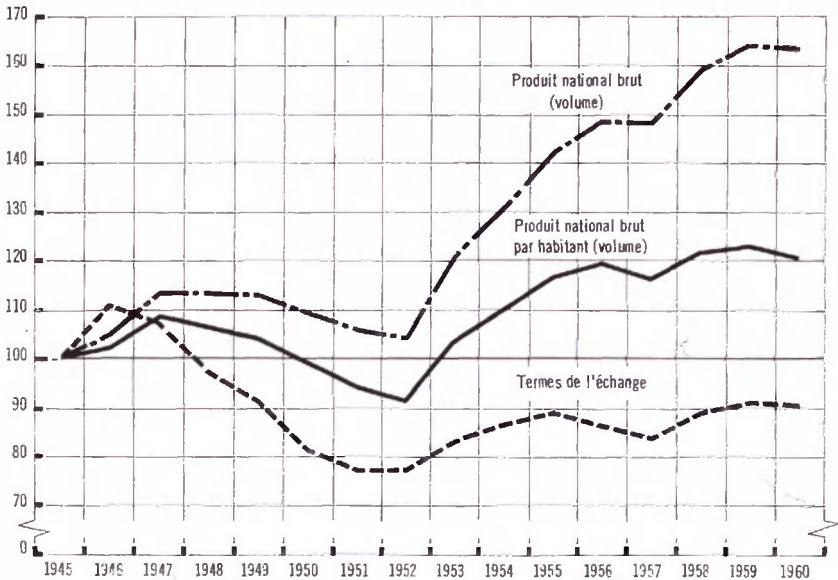
2. De 1950 à 1960, le produit national brut réel a progressé de 4% environ par an, pourcentage à peine inférieur à celui de l'ensemble des pays européens membres de l'O.C.D.E. Cependant, compte tenu du fort accroissement de la population, la production par habitant n'a augmenté que de 1,8% par an, soit un taux bien inférieur à celui de la plupart des autres pays Membres, malgré un niveau d'investissements beaucoup plus élevé en Islande. Au cours de cette décennie, l'Islande a consacré 25% environ de son produit national brut à la formation de capital fixe, le taux passant d'environ 20% en 1950 à quelque 30% en 1960; pendant la même période, la moyenne réalisée par l'ensemble des pays Membres européens a été inférieure à 20%. Le fait que le rendement de l'investissement, en termes de production, a été plus faible en Islande que dans les autres pays, peut être imputé à trois facteurs principaux.

3. Tout d'abord, en raison de la rareté des ressources naturelles, la rigueur du climat et la grande superficie du pays qu'habite une population peu nombreuse et dispersée, les investissements, notamment dans l'infrastructure, l'agriculture et la construction de logements, ont été plus coûteux en Islande que dans nombre d'autres pays. L'exigüité du marché intérieur rend difficile l'établissement d'industries capables de soutenir la concurrence internationale.

4. En second lieu, étant donné le rôle capital du commerce extérieur dans l'économie islandaise et l'étroitesse de l'éventail des exportations, l'économie est extrêmement sensible à l'évolution des conditions extérieures. Dans un pays où les importations constituent 40% environ de l'offre totale de biens et de services, la cadence d'expansion doit nécessairement être maintenue dans la limite de l'accroissement des recettes de devises. Or, ces recettes ont été dans une grande mesure déterminées par l'évolution irrégulière des prises de poissons et les termes de l'échange, de sorte que l'expansion économique a marqué d'assez fortes fluctuations.

5. Après l'expansion rapide enregistrée durant les premières années d'après guerre, époque à laquelle la demande extérieure de poisson était vigoureuse et où l'Islande disposait d'abondantes réserves de devises constituées pendant la guerre,

Graphique 1
 QUELQUES DONNEES SUR L'EVOLUTION A LONG TERME
 (indice 1945 = 100)



Source : Renseignements communiqués par l'Islande à l'O.C.D.E.

de 1948 à 1952, l'activité économique a été stagnante ou en régression, les termes de l'échange se sont détériorés de 30 % et les prises de poissons ont été assez faibles. La production a ensuite fortement augmenté jusqu'en 1956 ; les prises de poissons étaient plus importantes, les termes de l'échange se sont améliorés et les recettes militaires sont venues gonfler sensiblement les recettes de devises. Toutefois, la croissance a été interrompue à deux reprises, en 1957 et 1960, du fait des conditions extérieures défavorables.

6. L'adoption de mesures de politique économique inappropriées est le troisième facteur qui, à diverses reprises, a freiné la croissance économique. Chaque période d'expansion s'est terminée par un accès d'inflation. De 1950 à 1960, l'indice des prix à la consommation a monté de 115 %, c'est-à-dire beaucoup plus que dans la plupart des autres pays Membres. Pendant les premières années de la décennie, une forte hausse des prix à l'importation a joué à cet égard un rôle important et les augmentations de salaires excessives obtenues par négociations, ont eu, de leur côté, une influence considérable. De 1955 à 1960, les mesures prises par le Gouvernement pour contenir la demande intérieure dans les limites des ressources disponibles ont dans l'ensemble été peu efficaces ; l'expansion excessive des crédits bancaires et des prêts accordés par les fonds d'investissement a, en particulier, été une source importante d'inflation.

Tableau 1. INVESTISSEMENTS FIXES BRUTS
DE 1950 A 1960 ET EN 1960 ET 1961

	1950- 1954	1955- 1959	1960	1961
Total de l'investissement fixe en pourcentage du P.N.B.	21	26	27	(23)
Répartition en pourcentage de l'investissement fixe :				
Agriculture	10	10	8	11
Pêcheries	5	5	16	5
Industries manufacturières ...	14	12	10	13
(dont traitement du poisson) ...	(5)	(5)	(4)	(5)
Electricité et centrales	14	10	9	8
Transports et communications ..	17	17	16	21
Équipement de construction	2	2	1	2
Logement	31	36	28	24
Administration publique et autres services	7	8	12	16
Total	100	100	100	100

Source : Mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

7. L'inflation, la surévaluation de la monnaie, et ce qui revenait en fait à un système discriminatoire de taux de change multiples, ont abouti à une répartition irrationnelle des ressources décourageant le développement d'industries d'exportation et favorisant l'investissement dans les industries travaillant pour le marché intérieur protégé, ainsi que dans l'agriculture et la construction de logements. De 1955 à 1960, l'ensemble des investissements consacrés à l'agriculture et la construction de logements a représenté près de la moitié de la formation totale de capital fixe. D'autre part, les conditions qui prévalaient depuis la fin de la guerre n'étaient pas favorables aux investissements étrangers, faute desquels il n'est guère possible que se créent de grandes industries d'exportation.

8. Les conditions inflationnistes et le niveau élevé des investissements ont entraîné des difficultés de balance des paiements. Pendant toute la dernière décennie, le compte des opérations courantes a été en déficit et la dette extérieure de l'Islande a sensiblement augmenté. En 1960, le coût du service de la dette extérieure représentait environ 10% des exportations de biens et de services. Toutefois, depuis 1960, le compte des opérations courantes s'est soldé par un excédent.

9. Depuis 1949, année où l'Islande comme la plupart des autres pays européens a dévalué sa monnaie par rapport au dollar des Etats-Unis, la valeur de la couronne islandaise a dû être graduellement réduite, passant de 9,31 couronnes pour 1 dollar au début de 1950 au taux actuel de 43 couronnes pour 1 dollar. Pendant une grande partie de la dernière décennie, le taux de change officiel était resté inchangé à un niveau artificiellement élevé et un système compliqué de taux multiples consistant en taxes à l'importation et en subventions aux exportations avait été institué. En 1960, ce système a été supprimé et l'on a établi dans le cadre du programme de stabilisation un taux de change uniforme et conforme à la réalité.

II. EVOLUTION RECENTE

10. Le Programme de Stabilisation a constitué un changement radical dans la politique économique de l'Islande. Outre la dévaluation de la couronne islandaise, ses principaux éléments étaient la stricte limitation de l'expansion du crédit bancaire, l'équilibre du budget et la libération progressive des importations*. L'évolution ultérieure a montré que c'était dans l'ensemble un programme réaliste menant à une plus grande stabilité sans avoir d'incidence réellement défavorable sur la production ou l'emploi. Mais de médiocres prises de poissons

* On trouvera un exposé détaillé du Programme dans la brochure "Situation et problèmes de l'économie des pays Membres et associés de l'O.E.C.E.-Islande" O.E.C.E., Paris, 1960.

et une baisse des prix de certains produits d'exportation jusqu'au milieu de 1961, tout en contribuant à écarter les risques d'inflation, ont eu une incidence défavorable sur la production et sur la balance des paiements. Depuis lors, cependant, les prises ayant été bonnes et les prix à l'exportation s'étant raffermis, la production a rapidement augmenté et la situation de la balance extérieure s'est améliorée. Mais la progression des revenus, due à l'abondance des prises de poissons et à l'accroissement des exportations, a aussi contribué à renforcer la pression sur les ressources intérieures, rendant plus difficile la stabilisation des coûts et des prix et nécessitant le maintien de mesures financières et monétaires de caractère restrictif.

Politique monétaire

11. C'est surtout à la politique monétaire que la Gouvernement islandais a eu recours pour modérer l'expansion de la demande intérieure. Le Programme de Stabilisation a imposé des plafonds à l'expansion des crédits de la Banque centrale et des banques commerciales et les taux d'intérêts ont été notablement relevés.

12. En 1961, le plafond des crédits que la Banque centrale pouvait accorder au secteur bancaire et aux fonds d'investissement était fixé à 875 millions de couronnes islandaises, plus une marge de 150 millions de couronnes pour faire face aux besoins saisonniers. En août, ce plafond a été abaissé à 750 millions de couronnes islandaises pour éviter une expansion excessive du crédit après la dernière dévaluation de la couronne. En fait, le montant de ces crédits est resté bien inférieur au plafond pendant toute l'année, en raison surtout d'un accroissement des réserves de devises qui a entraîné une augmentation des dépôts des banques commerciales auprès de la Banque centrale ; à la fin de l'année, le montant net des crédits accordés par la Banque centrale au système bancaire et aux fonds d'investissement s'élevait à 550 millions de couronnes islandaises. Le montant net des crédits accordés par la Banque centrale au Trésor a aussi été maintenu dans les limites du plafond fixé.

13. Toutefois, les crédits accordés par les banques commerciales et les caisses d'épargne ont augmenté de 650 millions de couronnes islandaises* dépassant de beaucoup l'objectif fixé pour 1961 (200 millions de couronnes islandaises). Cette évolution s'explique en grande partie par une forte accumulation de stocks due à l'abondance des prises de poissons, mais aussi par la montée des prix consécutive à la hausse des salaires et à la dévaluation. L'augmentation des crédits bancaires a été financée par un gonflement des dépôts ; en fait, le montant des dépôts d'épargne a augmenté de 608 millions de couronnes islandaises et celui des dépôts à vue de 220 millions.

* Y compris les prêts repris par le Service des prêts hypothécaires aux Pêcheries.

Tableau 2. POSITION DES INSTITUTIONS MONETAIRES AUPRES DE LA BANQUE CENTRALE

En millions de couronnes islandaises

	SITUATION EN FIN DE PERIODE				VARIATIONS 1)				SEPT. 1961- SEPT. 1962
	1960	1961		1962	1960	1961		1962	
	ANNEE	ANNEE	SEPT.	SEPT.	ANNEE	ANNEE	JUSQU'A SEPT.	JUSQU'A SEPT.	
1. Prêt de la Banque centrale aux banques	951	842	993	822	- 42	- 109	42	- 20	- 171
2. Dépôts des banques auprès de la Banque centrale	138	591	423	909	86	453	285	318	486
dont :									
a) Dépôts libres	71	117	133	236	19	46	62	119	103
b) Réserves obligatoires ..	47	289	199	486	67	252	156	167	263
c) Autres dépôts bloqués ..	-	155	67	187	-	155	67	32	120
3. Position nette des banques auprès de la Banque centrale	- 813	- 251	- 570	87	128	562	243	338	657
4. Position nette des fonds de crédit d'investissement auprès de la Banque centrale	29	298	115	308	9	- 269	- 86	- 10	- 193
5. Titres achetés	n.d.	n.d.	n.d.	10	n.d.	n.d.	n.d.	10	10
6. Position nette des institutions monétaires auprès de la Banque centrale (3 + 4 + 5)	- 842	- 549	- 685	- 231	137	293	157	318	454

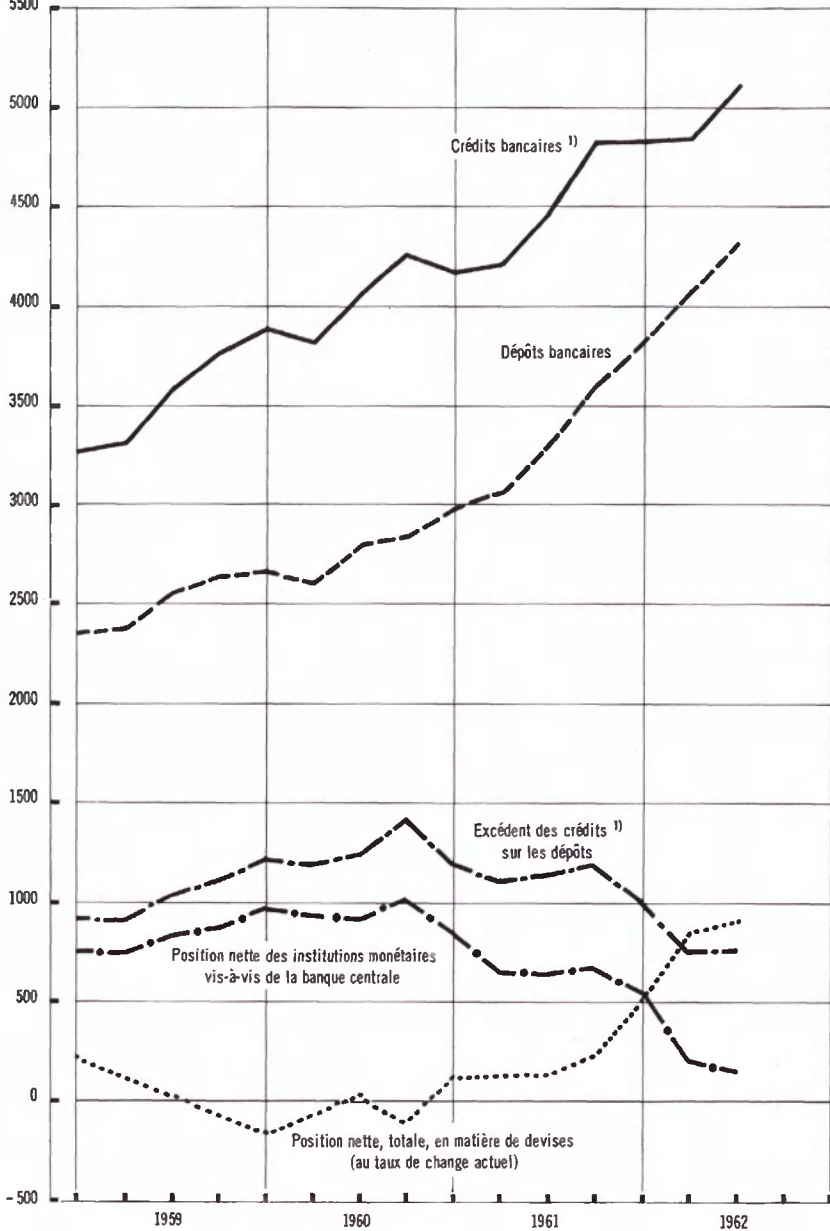
1) Les chiffres positifs signifient une amélioration de la situation des institutions monétaires auprès de la Banque centrale.

Source : Mémoire de l'Islande à l'O.C.D.E.

Graphique 2

QUELQUES INDICATEURS MONETAIRES

Millions de
couronnes islandaises



1) Y compris 295 millions de couronnes islandaises enlevées par le Département des prêts hypothécaires des pêcheries dans la seconde moitié de 1961.

Source : Renseignements communiqués par l'Islande à l'O.C.D.E.

14. En 1962, la situation monétaire a continué dans l'ensemble à suivre l'évolution amorcée en 1961. Le montant net des crédits accordés par la Banque centrale au système bancaire et aux fonds d'investissement a encore été réduit : il se chiffrait à 161 millions de couronnes islandaises au mois d'août. Tout en restant assez importante du fait de la hausse des coûts et des prix, la progression des crédits accordés au cours des huit premiers mois de 1962 a été plus faible qu'en 1961 ; elle a été financée par un nouvel accroissement notable du montant des dépôts.

Tableau 3. CREDITS ET DEPOTS BANCAIRES :
CIRCULATION MONETAIRE

En millions de couronnes islandaises

	1960	1961	JANVIER 1961	AOÛT 1962	ACCROIS- SEMENT EN POUR- CENTAGE AOÛT 1961- AOÛT 1962
Variations :					
Dépôts d'épargne	358	608	289	431	28,4
Dépôts en comptes courants ¹⁾	- 41	220	397	216	3,8
Total des dépôts	317	828	686	647	21,8
Crédits bancaires	298	648 ²⁾	525 ²⁾	409	11,2 ²⁾
Dépôts bancaires moins crédits	19	180	161	238	
Circulation monétaire ³⁾	- 30	351	449	278	11,5

1) A l'exclusion des dépôts d'épargne comportant l'emploi de chèques.

2) Y compris les prêts repris par le service des prêts hypothécaires aux pêcheries.

3) Billets et dépôts en comptes courants.

Source : Mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

15. Les disponibilités monétaires ont considérablement augmenté depuis un an (11,5 % depuis août 1961), en partie du fait de l'excédent de la balance extérieure. Cette augmentation ne peut guère être considérée comme excessive, compte tenu de la progression de la production (4 à 5 %) et de la forte hausse des prix (15 %) résultant de l'accroissement des salaires et des autres revenus. Les dispositions relatives aux réserves obligatoires ont sensiblement limité l'expansion des possibilités de prêt des banques commerciales et des caisses d'épargne ; au cours du 1er semestre de 1962, le montant des dépôts libres de ces banques et caisses auprès de la Banque centrale est passé de 118 à 148 millions de couronnes islandaises.

Le budget

16. Le budget de l'Etat est resté excédentaire et a donc contribué à freiner l'expansion de la demande. En 1961, la réduction nette de la dette flottante de l'Etat et l'accroissement net des dépôts bancaires et des avoirs de trésorerie ont représenté 72 millions de couronnes islandaises. La progression des recettes résultant de la dévaluation a compensé l'accroissement des dépenses dû à la hausse des salaires et à la dévaluation elle-même. En outre, les plus-values réalisées du fait de la dévaluation sur les stocks de produits à exporter, (94 millions de couronnes islandaises), ont servi à constituer un fonds spécial destiné à assurer le service des prêts garantis par l'Etat dans le cas de débiteurs défaillants. Les dépenses budgétaires ont, de ce fait, été réduites de 71 millions de couronnes islandaises en 1961.

17. Les autorités islandaises prévoient également un léger excédent de trésorerie en 1962. Sous l'effet de l'accroissement de la production et des revenus, les recettes devraient augmenter suffisamment pour couvrir la progression des dépenses. Le budget pour 1962, qui a été soumis à l'Althing au mois d'octobre, prévoit de fortes augmentations des dépenses dues à la progression normale du poste des services de l'Etat, à la hausse des salaires et des traitements et à l'accroissement des montants à verser au titre des subventions à la consommation par suite de l'expansion de la consommation. Le Gouvernement entend toutefois maintenir le budget en équilibre.

Production et demande

18. Depuis le début de 1960, époque où le Programme de Stabilisation est entré en vigueur, jusqu'au milieu de 1961, la production n'a guère progressé. Sans doute, ce résultat était-il dû en partie aux mesures mises en œuvre pour limiter la demande intérieure ; mais il tenait aussi à la médiocrité relative des prises de poissons et à une diminution des prix à l'exportation qui ont accentué le fléchissement de la demande intérieure.

19. La situation s'est modifiée au second semestre de 1961. Des prises abondantes de harengs en été ont été suivies à l'automne d'une campagne de pêche au hareng exceptionnellement bonne ; d'autre part, les prix à l'exportation se sont raffermissés. Des estimations préliminaires indiquent que de 1960 à 1961, le produit national brut réel a augmenté de 4 %, grâce à la forte expansion enregistrée au second semestre de l'année. En 1962, la production a continué d'augmenter avec un nouvel accroissement des prises de poissons. Il est probable que le volume des prises accusera des fluctuations à l'avenir comme dans le passé, mais les pouvoirs publics estiment qu'il y a lieu de s'attendre à de bonnes prises pendant quelque temps. Il semble, en effet, que pour les espèces les plus importantes - notamment la morue, l'aiglefin et le hareng - les couches qui atteignent

Tableau 4. BUDGET DE L'ETAT

En millions de couronnes islandaises

	1959 ANNEE	1960 ANNEE	1961 ANNEE	1961 JANVIER- OCTOBRE	1962 JANVIER- OCTOBRE
Impôts directs	164	99	106	..	..
Impôts indirects et recettes diverses	896	1 389	1 559	..	..
Recettes ordinaires	1 060	1 488	1 665	1 215	1 524
Dépenses ordinaires et dépenses d'investis- sements fixes	1 009	1 401	1 572	1 240	1 478
Solde du budget ordinaire et du budget des investissements fixes	51	87	93	- 25	46
Dette consolidée et opérations de crédit ...	- 37	- 51	- 20	..	..
Recettes	84	72	34	..	..
Dépenses	121	123	54	..	..
Variations nettes de la dette flottante des dépôts bancaires et de l'encaisse	13	35	72		

Source : Mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

Tableau 5. PRISES DE POISSON

En milliers de tonnes

MODE DE PREPARATION	MOYENNE ANNUELLE 1954-58	1959 ANNEE	1960 ANNEE	1961		1962
				ANNEE	JANVIER- AOÛT	JANVIER- AOÛT
A. Poisson blanc						
poisson sur glace	13,5	13,3	27,8	33,1	15,5	14,6
poisson congelé	190,5	236,2	200,0	144,8	118,0	108,6
morue séchée	47,4	45,0	56,1	47,6	42,5	31,9
poisson salé	89,8	69,4	74,9	68,8	63,5	67,3
poisson destiné aux usines..	6,2	10,7	6,6	3,7	3,0	1,7
divers	3,2	6,9	8,6	8,4	7,1	7,3
Total	351,0	381,5	374,0	306,4	249,6	231,4
B. Hareng						
salé	37,5	36,3	21,8	68,1	54,5	54,8
congelé	12,0	15,1	11,1	32,0	14,3	25,8
fourni aux usines	35,8	131,5	103,5	225,8	179,8	301,6
Total	85,3	182,9	136,4	325,9	248,6	382,2
PRISES TOTALES	436,3	564,4	510,4	632,3	498,2	613,6
Prises assurées par :						
chalutiers	174,0	156,4	113,7	72,4	53,2	22,5
autres bateaux	262,3	408,0	396,7	559,9	445,0	591,1

Source : Mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E., Aegir.

l'âge où les poissons se déplacent par bancs soient relativement nombreuses. En outre, l'amélioration des prises de ces dernières années, en particulier pour le hareng, est due, dans une large mesure, à l'emploi de nouveaux procédés de détection et à de nouveaux engins de pêche, or, ces innovations techniques n'ont pas encore fait pleinement sentir leurs effets.

20. On dispose de peu d'informations sur les tendances de la demande en 1962, mais certains éléments connus, notamment l'évolution des importations, donnent à penser que la pression sur les ressources s'accroît.

Balance des paiements

21. L'amélioration de la balance des paiements constatée en 1960 s'est poursuivie en 1961 où pour la première fois depuis la fin de la guerre on a enregistré un excédent au titre des opérations courantes. Grâce en partie à l'importance des prises de poissons, la valeur des exportations de marchandises a augmenté de 7% (en dollars) et les importations de marchandises (à l'exclusion de navires et des avions) ont encore baissé quelque peu par suite de l'affaiblissement de la demande intérieure. Les importations de navires et d'avions qui avaient été exceptionnellement élevées en 1960, sont revenues à un niveau plus normal en 1961. Bien que les recettes militaires aient diminué et que les paiements d'intérêts et d'autres dépenses courantes aient augmenté, les opérations courantes se sont soldées en 1961 par un excédent de 6 millions de dollars.

22. En 1961, le montant net des emprunts à l'étranger (surtout à court terme) et des transferts, s'est élevé à 3,3 millions de dollars, de sorte que le montant net des réserves de devises s'est accru de 9,3 millions de dollars, les réserves de monnaies convertibles augmentant dans des proportions encore plus fortes que le total. Au cours des huit premiers mois de 1962, le montant net des réserves s'est accru de 8,2 millions de dollars. Les exportations ont fortement progressé du fait des ventes de stocks constitués en 1961. Bien que les importations marquent également une vive reprise, l'évolution actuelle laisse prévoir qu'en 1962 aussi, la balance courante se soldera par un excédent assez important.

23. L'augmentation des réserves en 1960 et en 1961 a permis à l'Islande de rembourser intégralement, avant le mois de février 1962, le crédit de 7 millions de dollars qu'elle avait reçu du Fonds Européen; à la place de ce crédit, pour être en mesure de faire face à des fluctuations imprévisibles de ses recettes de devises, l'Islande a obtenu une ouverture de crédit de 5 millions de dollars pour deux ans et le crédit stand-by accordé par le F.M.I. (1,6 million de dollars) a été prolongé. En juin et en septembre, l'Islande a procédé à des remboursements au F.M.I. représentant au total 4 millions de dollars, ce qui ne laissait qu'un tirage équivalent au montant de sa souscription en or.

Tableau 6. BALANCE DES PAIEMENTS

En millions de dollars

	1957	1958	1959	1960	1961 ANNEE ¹⁾	1961 JANVIER- AOÛT	1962 JANVIER- AOÛT
1. Importations de marchandises (f.o.b.)	71,4	76,8	83,5	83,9	71,8	44,2	51,5
dont : navires et avions	2,5	5,3	7,3	15,7	4,7	1,0 ²⁾	0,0 ²⁾
2. Exportations de marchandises (f.o.b.)	60,5	65,6	65,0	66,9	71,6	40,5	52,4
3. Balance commerciale	-10,9	-11,2	-18,5	-17,0	- 0,2	- 3,7	- 0,9
4. Recettes militaires	8,2	12,5	12,3	10,4	11,1	"	"
5. Intérêts de la dette extérieure, net	- 1,3	- 1,3	- 1,9	- 2,7	- 2,9	"	"
6. Autres services, net	- 6,2	- 4,5	- 4,4	- 2,0	- 2,0	"	"
7. Solde des opérations de biens et services	-10,2	- 4,6	-12,5	-11,3	- 6,0	"	"
8. Amortissement de la dette extérieure	- 2,8	- 3,8	- 6,5	- 7,5	- 8,8	"	"
9. Autres dépenses en capital	- 2,6	- 3,3	- 3,5	- 0,7	- 0,9	"	"
10. Emprunt public	9,1	12,6	9,3	7,6	5,8	"	"
11. Emprunt du secteur privé	3,0	2,1	4,2	8,5	2,7	"	"
12. Autres recettes en capital	0,9	0,2	2,7	10,5	4,5	"	"
13. Variation des réserves officielles de devises .	- 2,6	2,8	- 6,3	7,1	9,3	2,4	8,2
dont : i) monnaies convertibles	- 3,1	3,1	- 7,3	3,3	13,2	6,9	7,4
ii) monnaies de clearing	0,5	- 0,3	1,0	3,8	- 3,9	- 4,5	0,8
14. Position nette des devises (fin de période) ...	0,9	5,1	- 3,3	3,0	12,2	5,4	20,4

1) Données provisoires.

2) A l'exclusion des avions.

Source : Mémoire de l'Islande à l'O.C.D.E.

Tableau 7. IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PAR ZONES

	1958 ANNEE	1959 ANNEE	1960 ANNEE	1961 ANNEE	1960		1961		1962	
					1er SEM.	2e SEM.	1er SEM.	2e SEM.	1er SEM.	JUILLET- AOUT
I. IMPORTATIONS										
A. Valeur totale, millions de dollars	86,1	94,7	88,7	74,7	44,3	44,4	31,9	42,8	40,7	13,0
B. Répartition en pourcentage :										
Pays de l'O.C.D.E.	57,9	60,2	69,0	67,9	70,0	67,8	66,7	68,5	71,4	71,3
Europe	44,0	44,3	54,9	51,5	54,9	54,9	49,4	53,1	55,9	59,3
Amérique du Nord ...	13,9	15,9	14,1	16,4	15,1	12,9	17,3	15,4	15,5	12,0
Union soviétique	17,4	16,0	13,9	14,7	10,6	16,9	13,5	15,5	10,7	11,4
Europe orientale	14,8	14,5	8,9	8,3	9,6	8,3	9,6	7,2	7,1	8,5
Autres pays	9,9	9,3	8,2	9,1	9,8	7,0	10,2	8,8	11,0	8,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
II. EXPORTATIONS										
A. Valeur totale, millions de dollars	65,5	64,9	66,4	71,5	31,8	34,6	30,2	41,3	39,9	12,5
B. Répartition en pourcentage :										
Pays de l'O.C.D.E.	53,4	55,5	66,1	75,3	60,3	71,1	78,7	72,5	69,8	82,6
Europe	41,0	38,5	51,9	60,8	48,8	54,6	60,1	61,4	55,7	62,8
Amérique du Nord ...	12,4	16,9	14,2	14,5	11,5	16,5	18,6	11,1	14,1	19,8
Union soviétique	16,5	18,3	15,0	7,2	22,4	8,1	0,5	1,6	15,7	5,1
Europe orientale	18,4	15,4	8,2	7,0	9,4	7,0	10,5	3,8	4,9	6,2
Autres pays	11,7	10,9	10,7	10,5	7,9	13,8	10,3	11,1	9,6	6,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Bulletin statistique de l'O.C.D.E., mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

Tableau 8. PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES

En millions de dollars

	1958	1959	1960	1961			1962			
	ANNEE	ANNEE	ANNEE	ANNEE	1er SEM.	1er TRIM.	2e TRIM.	1er SEM.	1er TRIM.	2e TRIM.
Produits alimentaires	8,5	9,2	8,5	8,2	3,9	1,9	2,0	4,2	1,9	2,3
Boissons et tabac	1,6	1,6	1,6	1,4	0,4	0,3	0,1	0,8	0,4	0,4
Matières premières	5,4	5,3	5,1	4,2	1,6	0,6	1,0	1,9	0,6	1,3
Combustibles	12,5	14,2	11,6	10,5	4,1	1,5	2,6	4,9	2,3	2,6
Huiles et graisses	0,9	0,7	0,8	0,7	0,3	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
Produits chimiques	4,3	5,4	4,7	4,3	2,3	0,9	1,4	3,1	0,8	2,3
Produits manufacturés	31,8	32,9	27,2	25,8	10,8	5,8	5,0	14,6	5,9	8,7
Matériel et équipement	12,3	13,2	19,9	10,8	4,5	2,1	2,4	5,9	2,4	3,5
Matériel de transport (à l'exclusion des navires).	3,5	5,4	4,1	5,9	3,0	0,9	2,1	5,0	1,0	4,0
Navires	5,3	6,8	15,2	2,9	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Total	86,1	94,7	88,7	74,7	31,9	14,1	17,8	40,7	15,4	25,3

Source : Hagtidindi.

24. La libération des importations commencée dans le cadre du Programme de Stabilisation s'est poursuivie. A la suite des mesures prises en 1961 et au premier semestre de 1962, 88 % des importations du secteur privé (année de référence : 1958) en provenance des pays européens de l'O.C.D.E. peuvent maintenant entrer librement en Islande. Les pouvoirs publics ont l'intention de continuer d'appliquer une politique de libération des importations.

25. Sous l'effet de la politique commerciale plus libérale, la proportion des importations provenant des pays de l'O.C.D.E. est passée de 60 % en 1959 à plus de 70 % au premier semestre de 1962, tandis que la part de l'Union Soviétique et celle des autres pays d'Europe orientale accusaient une diminution. Les changements intervenus dans les exportations ont été encore plus marqués puisque la part des pays de l'O.C.D.E. est passée de 55% environ en 1959 à 70% au premier semestre de 1962.

Tableau 9. PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES

En millions de dollars

	1958	1959	1960	1961		1962
	ANNEE	ANNEE	ANNEE	ANNEE	1er SEM.	1er SEM.
Poisson salé	8,3	7,1	7,6	9,8	5,8	5,8
Morue séchée	3,1	4,6	4,4	6,5	3,1	2,9
Poisson congelé	23,4	25,5	23,5	17,2	7,7	11,5
Poisson sur glace	1,1	1,6	3,3	4,8	2,0	1,8
Hareng fumé	6,8	6,0	4,1	8,0	1,5	3,5
Hareng congelé	1,4	0,9	0,9	1,8	1,2	1,8
Farine de hareng et de poisson	8,4	7,3	5,7	8,4	3,5	5,6
Huile de hareng et de poisson	3,0	1,4	5,8	3,3	0,6	2,0
Huile de foie de morue .	2,0	2,0	1,8	1,1	0,4	0,5
Autres poissons ou produits de la mer	3,2	2,9	3,8	4,0	2,0	2,2
Total	60,7	59,3	60,4	64,9	27,8	37,6
Produits agricoles	3,8	4,8	4,0	4,0	1,7	1,9
Autres	1,0	0,8	1,5	2,6	0,7	0,4
Total Général	65,5	64,9	66,4	71,5	30,2	39,9

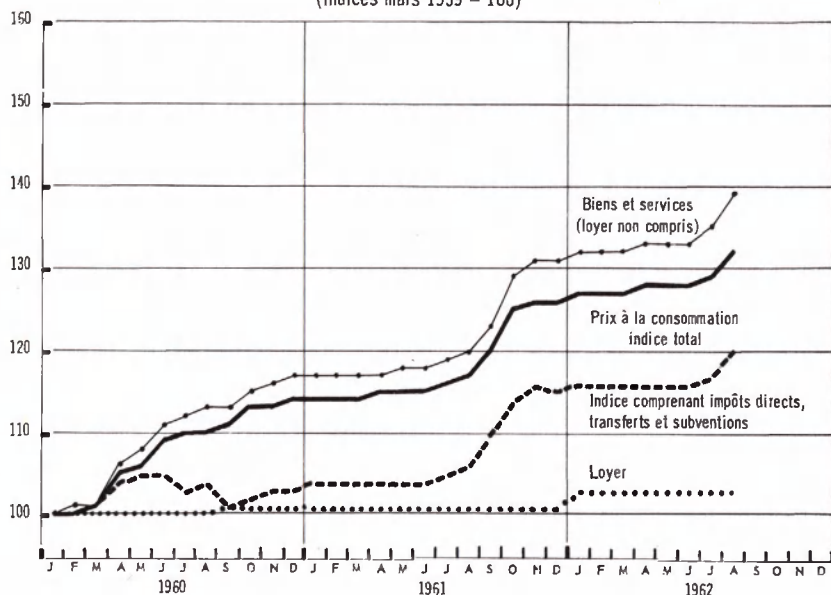
Source : Bulletin statistique.

Prix et salaires

26. La politique de stabilisation a moins bien réussi dans le domaine des salaires et des prix. Les effets de la dévaluation de 1960 sur les prix avaient cessé de se faire sentir au début de 1961 et l'indice des prix à la consommation n'a que modérément

augmenté pendant le premier semestre de l'année, mais au second semestre, il a de nouveau accusé une forte hausse due à la progression des salaires et des prix agricoles et à la dévaluation intervenue en août. Après être resté stable au cours des six premiers mois de 1962, l'indice a recommencé à monter rapidement sous l'effet d'une nouvelle hausse importante des salaires et des prix agricoles. Les hausses de salaires jointes à l'augmentation des revenus résultant d'importantes prises de poisson ont déterminé une expansion de la demande et de fortes pressions sur le marché du travail.

Graphique 3
EVOLUTION DES PRIX
(indices mars 1959 = 100)



Source : Hagtindindi.

27. Au début de 1961, dans des discussions avec des représentants des employeurs et des syndicats, le Gouvernement avait émis l'avis que si les conditions extérieures étaient favorables, l'économie pourrait supporter une hausse des taux de salaires d'environ 3% par an; le Gouvernement avait indiqué également que malgré le niveau assez bas des prix à l'exportation et la médiocrité des prises de poisson en 1960, il était disposé à appuyer une hausse de salaires de cet ordre, à condition que les conventions soient conclues pour trois ans. Aucun accord n'est intervenu dans ce sens et les grèves prolongées de mai et de juin ont abouti à des arrangements qui ont entraîné des augmentations de 13 à 19% immédiatement et une augmentation

de 4 % en juin 1962. Ces accords ont été suivis d'arrangements similaires pour les employés de commerce et le personnel des autres services, ainsi que pour les fonctionnaires ; conformément à la loi, les prix des produits agricoles ont été relevés en conséquence. Etant donné que des augmentations de salaires de cette ampleur risquaient de nuire sérieusement à la rentabilité de l'industrie de la pêche et d'affaiblir la balance des paiements, le taux de change a été modifié au mois d'août et fixé à 43 couronnes islandaises pour 1 dollar.

28. Les conventions de salaires conclues en 1961 contenaient une clause prévoyant la réouverture de négociations après un préavis d'un mois dans le cas d'une dévaluation ou d'une hausse déterminée des prix (5 % en un an ou 7 % en deux ans). En fait, il n'a pas été mis fin aux conventions immédiatement après la dévaluation de 1961. Au début de 1962, toutefois, les syndicats ont présenté au Gouvernement un certain nombre de requêtes demandant notamment la réduction des droits à l'importation et des taux de fret pour les produits de première nécessité ainsi qu'une baisse des taux d'intérêt afin de permettre aux employeurs de relever les salaires sans augmenter les prix. Il était évident qu'un tel changement de la politique économique ne répondait pas du tout aux nécessités immédiates de la situation et le Gouvernement a fait observer que l'augmentation de salaires de 4 % prévue pour juin dépassant l'accroissement normal de la productivité, aucune nouvelle augmentation de salaires ne se justifiait à l'exception de quelques ajustements en faveur des travailleurs les moins payés.

29. Au mois d'avril, les syndicats ont rompu les consultations engagées avec le Gouvernement et présenté leurs revendications de salaires. Les négociations ultérieures entre syndicats et employeurs ont abouti à des accords prévoyant des augmentations de 8 % en moyenne en plus des 4 % figurant dans les conventions de 1961. En septembre, un accord concernant les prix des produits agricoles a été passé entre les exploitants agricoles et les représentants des consommateurs, aux termes duquel les prix payés aux agriculteurs devaient augmenter en moyenne d'environ 12%. Les pouvoirs publics prévoient que les effets conjugués des dernières hausses de salaires, de l'accord agricole et de l'augmentation des taux de fret joints aux dernières répercussions des hausses de salaires de 1961 et de la dévaluation, se traduiront par une hausse de 9 % de l'indice du coût de la vie qui interviendra en majeure partie aux mois de septembre et octobre.

III. CONCLUSIONS

30. Le Programme de Stabilisation de février 1960 était bien conçu et il a été bien administré. La confiance que les autres Gouvernements, agissant par l'intermédiaire du F.M.I. et de l'O.E.C.E., avaient manifestée à l'égard de l'ensemble des

mesures adoptées par les autorités islandaises s'est trouvée justifiée par l'élimination des pressions excessives de la demande ; il en est résulté un équilibre bien meilleur que l'économie n'en avait connu depuis la guerre. Les autorités islandaises contrôlent désormais de façon plus efficace la situation financière et monétaire. La balance des paiements s'est beaucoup améliorée et les réserves de devises se sont sensiblement accrues. Le système des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation a été remplacé par un taux de change uniforme. Une large proportion du commerce extérieur a été libérée.

31. Malgré tous les efforts faits par le Gouvernement pour maintenir un équilibre raisonnable entre l'évolution des revenus nominaux et la production, la stabilité a été sérieusement compromise par des hausses de salaires excessives. Tant en 1961 qu'en 1962, le Gouvernement a formulé une politique des salaires qui, si elle avait été observée, aurait permis une augmentation des salaires réels, sans compromettre la stabilité économique. Toutefois, l'évolution récente, caractérisée par des augmentations excessives des salaires négociées, a montré combien, dans une économie libre, l'efficacité des mesures de stabilisation mises en œuvre par le Gouvernement peut être limitée si ce dernier ne trouve pas un appui suffisant auprès des employeurs et des travailleurs.

32. Il est incontestable que la hausse des salaires en 1962 est hors de proportion avec la progression normale de la productivité mais les autorités islandaises estiment que l'économie est, mieux qu'en 1961, capable d'absorber cette augmentation. Les campagnes de pêche ayant continué d'être fructueuses, l'exploitation de l'industrie de la pêche n'a pas été compromise, la situation de la balance extérieure est bien meilleure qu'auparavant, bien que les importations augmentent rapidement et que l'on prévoie pour 1963 un fléchissement de l'excédent de la balance des opérations courantes. Les autorités islandaises sont persuadées qu'il devrait être possible, sous réserve du maintien des mesures financières et monétaires de caractère restrictif, de stabiliser les prix à leur niveau actuel, à condition que pendant un an au moins il n'y ait pas de nouvelle augmentation générale des salaires. En cette matière, l'attitude des syndicats et des employeurs sera déterminante ; presque tous les accords de salaires négociés en 1962 pourraient déjà être dénoncés en raison de la récente hausse des prix. Pour assurer et maintenir la stabilité financière - indispensable au développement à long terme de l'économie - il faut que travailleurs et employeurs acceptent de coopérer davantage que dans le passé et prennent pleinement conscience de leur responsabilité.

33. L'évolution depuis la guerre a montré qu'il n'était pas facile d'obtenir en Islande une cadence rapide d'expansion. La rareté des ressources naturelles, l'instabilité intrinsèque de l'industrie de la pêche, les dimensions restreintes de

l'économie ainsi que la superficie, les conditions naturelles et le climat du pays sont d'importants obstacles à une croissance rapide. En revanche, le haut degré d'instruction de la population, l'expansion démographique rapide, les ressources hydro-électriques et géothermiques abondantes sont des atouts importants pour une expansion ultérieure.

34. L'expérience du passé donne à penser qu'une croissance plus rapide et plus régulière pourrait être assurée grâce à une diversification plus poussée de la production et des exportations qui nécessiterait un niveau d'investissement élevé. Le maintien de la stabilité financière est indispensable tant pour faciliter la répartition rationnelle des ressources que pour attirer les capitaux étrangers qui contribueront à accélérer le développement de l'économie ; cette accélération pourrait également être favorisée par une meilleure planification des investissements du secteur public et de l'aide accordée par l'Etat aux projets de développement du secteur privé. Un programme de développement est actuellement élaboré à cette fin, on prévoit qu'il sera terminé au début de 1963. L'O.C.D.E. sera prête à étudier ce programme et à examiner par quels moyens elle pourra en faciliter la mise en œuvre.

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau I. STATISTIQUES DE LA COMPTABILITE NATIONALE - 1945-1960

Base des indices : 1945 = 100

	1946	1948	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. INDICES DE VOLUME GLOBAL													
1. Consommation du secteur privé	102,5	104,2	97,0	94,3	87,5	103,2	111,0	118,7	125,6	121,4	131,0	139,1	139,8
2. Consommation du secteur public	112,3	115,2	117,6	115,6	118,9	122,5	133,2	143,0	155,3	168,0	174,6	178,7	190,6
3. Formation intérieure brute de capital fixe	171,2	147,7	106,4	110,8	115,5	135,0	147,5	179,1	200,2	203,7	201,4	214,7	221,9
4. Exportations de biens et services	95,2	115,2	83,8	118,6	116,0	151,4	170,8	173,3	192,1	175,9	195,0	193,6	219,6
5. Importations de biens et services	130,5	103,2	73,4	88,9	86,2	116,0	126,8	143,5	155,1	139,0	154,7	168,7	184,4
6. Produit national brut	105,0	113,8	109,6	106,3	104,6	121,0	131,3	142,4	148,9	148,7	159,5	162,4	163,8
B. INDICES DE VOLUME PAR HABITANT													
7. Consommation du secteur privé	100,5	97,8	87,4	82,5	76,5	88,5	92,9	97,3	100,5	95,1	100,0	104,4	102,7
8. Produit national brut	102,7	106,7	99,1	94,2	91,1	103,6	109,8	116,5	119,2	116,1	121,9	123,2	102,1
C. 9. TERMES DE L'ECHANGE													
10. Volume des exportations multiplié par l'indice des termes de l'échange	111,3	97,8	81,5	77,5	77,9	83,7	87,0	89,0	86,8	84,1	89,3	91,0	90,2
10. Volume des exportations multiplié par l'indice des termes de l'échange	105,8	112,5	76,3	91,7	90,2	126,6	148,3	154,4	166,6	147,6	173,8	175,8	197,7
D. POURCENTAGES DU P.N.B. AUX PRIX COURANTS													
11. Consommation du secteur privé	75,2	74,1	73,2	75,8	72,0	70,7	69,1	66,1	67,9	65,6	64,9	66,5	65,9
12. Consommation du secteur public	9,1	8,8	9,3	9,4	9,7	8,8	8,6	8,6	9,0	9,6	9,2	8,8	8,6
13. Formation intérieure brute de capital fixe	27,0	22,7	18,8	20,2	21,9	21,8	22,0	24,8	26,7	28,1	26,1	26,4	29,5
14. Exportations de biens et services	25,2	29,2	27,8	35,2	31,7	34,2	34,4	30,7	29,3	25,7	24,2	21,7	46,5
15. Importations de biens et services	36,9	31,9	31,8	40,6	36,0	37,3	35,0	33,9	32,5	28,8	25,7	24,8	51,6

SOURCE : Memorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

Tableau II. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE POUR LES ANNEES 50
VENTILEE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Prix de 1954

	MILLIONS DE COURONNES ISLANDAISES			REPARTITION EN POURCENTAGE			VARIATION ANNUELLE EN POURCENTAGE		
	1950	1955	1959	1950	1955	1959	1950-1955	1955-1959	1950-1959
1. Agriculture	51,6	114,3	120,6	8,6	11,2	9,9	17,2	1,4	9,9
2. Pêche	22,4	30,3	83,2	3,7	3,0	6,9	6,2	28,6	15,7
3. Industries manufacturières ..	76,5	100,6	128,0	12,7	9,9	10,5	5,6	6,2	5,9
4. Construction	8,1	18,3	22,3	1,3	1,8	1,8	18,4	4,4	11,9
5. Electricité et équipement hy- draulique	59,6	58,1	152,1	9,9	5,7	12,5	-0,5	27,2	11,0
6. Transports et communications	115,0	219,3	186,0	19,1	21,5	15,3	13,8	-3,6	5,5
7. Logements	218,4	399,1	407,6	36,3	39,1	33,6	12,8	0,5	7,2
8. Administration publique et autres services	50,6	80,0	115,6	8,4	7,8	9,5	9,6	9,6	9,6
9. TOTAL	602,2	1 020,5	1 215,4	100,0	100,0	100,0	11,2	4,5	8,1

SOURCE : Memorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

Tableau III. PECHE ET AGRICULTURE

	UNITE	MOYENNE 1952-1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
PECHE									
Valeur de la production	Indice								
1. Prix courants	1956 = 100	83,0	100,0	94,2	114,4	119,8	102,3	123,2	..
2. Prix de 1954	"	84,4	100,0	93,4	111,8	116,6	106,2	121,0	..
Tonnage de la flotte de pêche	"								
3. Chalutiers (fin d'année)		114,5	100,0	100,5	106,0	103,6	122,2	122,2	(122)
4. Bateaux à moteur (fin d'année)		91,8	100,0	101,8	104,4	116,4	136,1	144,6	(152)
5. Total (fin d'année)		103,1	100,0	101,2	105,2	110,0	129,2	133,4	(137)
AGRICULTURE									
Valeur de la production 1)	"								
6. Prix courants		71,5	100,0	112,7	124,2	133,4	150,6	185,1	..
7. Prix de 1954		84,1	100,0	107,1	112,7	113,1	116,9	125,2	..
Culture et élevage 2)									
8. Prairies artificielles ..	milliers d'hectares	52,7	59,7	62,8	66,3	70,2	74,7	78,4	82,5
9. Cheptel ovin	milliers de têtes	508,1	657,3	706,3	769,8	774,8	794,9	832,8	(832,8)
10. Cheptel bovin	"	44,8	45,5	47,5	49,0	48,0	49,9	53,4	(54,4)

1) A l'exclusion des variations de cheptel.

2) Début d'année.

SOURCE : Mémoire de l'Islande à l'O.C.D.E.

Tableau IV. PRIX

Base de l'indice, mars 1959 = 100

	1960				1961				1962			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	Octobre
1. Biens et services	101	108	113	116	117	118	121	130	132	133	137	141
2. dont : Produits alimentaires	99	102	106	110	110	111	114	129	130	130	137	143
3. Loyers	100	100	101	101	101	101	101	101	103	103	103	104
4. TOTAL DES PRIX A LA CONSOM- MATION	100	107	110	113	114	115	118	126	127	128	131	135
5. Déduction faite des impôts directs et des transferts	100	87	42	21	21	21	27	33	28	27	45	45
6. Total(4)y compris les impôts directs et les transferts (5)	100	105	103	103	104	104	107	115	116	116	120	125
7. Indice du coût de construction	99	99	111	112	113	114	115	123	128	130	132	"

30

SOURCE :: Hagtidindi.

Tableau V. CREDIT

Fin de période

Millions de couronnes islandaises

	ANNEE 1958	ANNEE 1959	1960				1961				1962		
			I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE													
A. Avec les banques commerciales et d'épargne													
1. Effets réescomptés	645	858	796	876	931	737	610	715	885	795	594	575	822
2. Prêts obligataires ¹⁾	66	65	111	72	122	141	140	167	54	41	11	6	0
3. Avances ¹⁾	69	70	47	47	77	74	81	43	53	6	6	0	0
4. Dépôts	61	52	58	99	170	138	191	276	423	591	716	743	909
a) Réserves obligatoires	-	-	-	-	-	47	84	135	199	289	325	415	
b) Autres dépôts bloqués ¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	67	155	181	180	181	
5. Crédit net (1 + 2 + 3 - 4)	719	941	895	896	960	813	640	649	570	251	-105	-161	-87
B. Avec les institutions de crédit à l'investissement													
6. Avances ¹⁾	71	69	62	61	61	58	52	55	168	348	362	346	352
7. Dépôts	32	30	15	24	10	29	15	50	53	51	50	31	44
8. Crédit net ¹⁾ (6 - 7)	39	38	46	37	50	29	37	5	115	298	312	315	308
C. Avec les établissements financiers (A + B)													
9. Crédit net (5 + 8)	758	979	941	933	1 010	842	677	653	685	549	217	164	231
D. Avec le Trésor et l'Etat													
10. Avances	148	139	97	170	223	204	227	310	265	161	196	200	228
11. Titres	52	96	107	105	111	112	119	132	170	202	208	220	229
12. Dépôts	93	147	166	198	167	183	191	195	252	312	306	317	294
13. Crédit net	107	88	38	77	167	133	155	247	183	50	98	103	163
BANQUES COMMERCIALES ET D'EPARGNE													
14. Crédits bancaires ¹⁾	3 279	3 899	3 826	4 075	4 282	4 191	4 213	4 475	4 713	4 544	4 549	4 823	5 196
a) Banques commerciales ¹⁾	2 871	3 397	3 347	3 581	3 763	3 651	3 662	3 896	4 093	3 886	3 861	4 077	4 400
b) Banques d'épargne	408	562	479	494	519	540	551	579	620	658	688	746	796
15. Total des dépôts	2 354	2 673	2 622	2 807	2 857	2 990	3 089	3 312	3 622	3 818	4 072	4 334	..
a) Banques commerciales	1 896	2 122	2 111	2 263	2 285	2 388	2 475	2 657	2 907	3 025	3 253	3 440	3 610
i) Dépôts à vue	611	639	629	672	633	602	648	719	865	805	947	960	1 012
ii) Dépôts à terme	1 285	1 483	1 482	1 591	1 652	1 786	1 827	1 938	2 042	2 220	2 306	2 480	2 598
b) Banques d'épargne	458	551	511	544	572	602	614	655	715	793	819	894	..
i) Dépôts à vue	26	41	21	30	42	37	33	41	58	54	45	65	..
ii) Dépôts à terme	432	510	490	514	530	565	581	614	657	739	774	829	870
16. Crédits en dépassement des dépôts ¹⁾	925	1 226	1 204	1 268	1 425	1 201	1 124	1 163	1 091	726	477	489	..

¹⁾ Postes affectés par les opérations et refinancement ayant trait aux pêcheries : au cours du second semestre 1961 le service des prêts hypothécaires pour les pêcheries a pris à sa charge les prêts bancaires s'élevant à 595 millions de couronnes islandaises.

SOURCE : Memorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

Tableau V. CREDIT (suite)

Fin de période

	1958	1959	1960	1961		1962
				SEPTEMBRE	DECEMBRE	SEPTEMBRE
				CREDITS VENTILES PAR SECTEUR D'ACTIVITE (répartition en pourcentage)		
17. Agriculture et transformation des produits agricoles ..	13	12	11	10	11	10
18. Pêche et transformation des produits de la pêche	32	35	35	35	30	31
19. Commerce	18	18	19	20	20	22
20. Industrie manufacturière	12	11	12	11	13	12
21. Logements	11	11	10	10	11	10
22. Transports et communications	2	1	1	2	2	2
23. Electricité.....	6	6	3	3	3	3
24. Etat			2	2	2	3
25. Divers	6	6	7	7	8	7
26. Total	100	100	100	100	100	100

32

SOURCE : Memorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN I.
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevettersstraat 57, ANTWERPEN.
Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg, BRUXELLES.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editora,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA
Prepayment of all orders required
Les commandes sont payables d'avance.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, HAVANA.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KØBENHAVN.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Presses Universitaires de France,
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag,
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents : BERLIN : Elwert & Meurer.
MÜNCHEN : Hueber. HAMBURG : Reuter-
Klöckner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jonsson & Co. h. f.
Hafnarstræti 9
P.O. Box 1131 - REYKJAVIK

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY I.
Oxford Book and Stationery Co.,
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAËL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Gino Capponi 26, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA, Corso Cavour
93, BARI.

P.E.M., Corso di Porta Romana 87/B, MILANO.
Sous-Dépôtaires : GENOVA : Libreria Di
Stefano. MILANO : Libreria Hæpli. NAPOLI :
Libreria L. Cappelli. PADOVA : Libreria Zannoni.
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato.
ROMA : Libreria Hæpli; Libreria Tombolini.
TORINO : Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.
6 Tori Nichome Nihonbashi, TOKYO

LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck, 33, Grand'Rue,
LUXEMBOURG.

MOROCCO - MAROC

B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent : Meulenhoff & Co., N.V. Im-
porteurs, Beulingstraat 2, AMSTERDAM.
Principal Retailer : W.P. Van Stockum & Zoon
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 9-A Shah Alam Market
LAHORE.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bosch, Ronda Universidad II
BARCELONA.

SWEDEN - SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL.

UNITED KINGDOM and CROWN

COLONIES - ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

O.E.C.D. Regional Office, Suite 1223, 1346
Connecticut Ave, N.W. WASHINGTON 6, D.C.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23,
P.O.B. 36, BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

Comme l'a fait l'O.E.C.E. depuis 1954, l'O.C.D.E. publiera des études économiques annuelles pour chaque pays Membre et la Yougoslavie.

Ces études seront publiées dans l'ordre suivant entre novembre 1962 et août 1963 :

ÉTATS-UNIS
CANADA
PORTUGAL
ISLANDE
ALLEMAGNE
TURQUIE
SUISSE
DANEMARK
GRÈCE
AUTRICHE
IRLANDE
YOUGOSLAVIE
SUÈDE
ESPAGNE
PAYS-BAS
U.E.B.L.
ITALIE
ROYAUME-UNI
NORVÈGE
FRANCE

Les dernières études ainsi publiées pour ces pays, à l'exception de la Turquie et du Portugal, ont paru entre novembre 1961 et septembre 1962.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ISLANDE



I . 2 . B . 2 .

DÉCEMBRE 1963

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PARIS

ISLANDE

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	103	Population urbaine à Reykjavik (décembre 1962)	74.978
dont :		Autres villes (décembre 62)	48.972
Superficie cultivée, janvier 1962	0,8	Population par occupation (1960) :	
Pâturages naturels en 1962	23,8	Agriculture	17 %
Glaciers	12,0	Pêche	8 %
Population en 1963	187.000	Transformation du poisson	10 %
Densité (au km ²)	1,8	Industries manufacturières	16 %
Accroissement net (moyenne 1950-60)	2,1 %	Construction	12 %

PRODUCTION

Prise de poisson (moyenne 1959-62) milliers de tonnes)	618	Cheptel ovin en janvier 1963 (en milliers de têtes)	775
--	-----	---	-----

L'ÉTAT

Gouvernement (nombre de Ministres) :		Parlement (nombre de sièges) :	
Parti indépendant (Conservateurs)	4	Parti indépendant (Conservateurs)	24
Démocrates sociaux	3	Parti progressiste (Libéraux)	19
		Communistes	9
		Démocrates sociaux	8
			60
		Dernières élections générales : 1963	
		Prochaines élections générales : 1967	

NIVEAU DE VIE

Calories par habitant, par jour en 1958.	3.240	Nombre de voitures par 1.000 habitants en 1962.	102
		Nombre de récepteurs de radio par 1.000 habitants en 1963.	440
		Salaire horaire moyen des ouvriers non qualifiés, à Reykjavik, juin 1963 (en couronnes)	29,68
		Nombre de postes téléphoniques par 1.000 habitants (fin 1962).	245

COMMERCE EXTÉRIEUR

Principaux produits exportés en 1962 (en % des exportations totales) :		Importations :	
Poisson et produits dérivés	92	Principaux produits importés en 1962 (en % des importations totales) :	
Produits agricoles	7	Équipement	27
		Autres produits manufacturés	36
		Combustibles	13

LA MONNAIE

Unité monétaire : la couronne

Unité monétaire par dollar des États-Unis 43

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ISLANDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les Membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en décembre 1963

TABLE DES MATIÈRES

I.	LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE POUR 1963-1966	5
	a) Le programme général.....	6
	<i>Production</i>	6
	<i>Consommation et investissements</i>	9
	<i>La balance des paiements</i>	12
	b) Les investissements et leur financement en 1963.....	14
II.	LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE.....	15
	a) Finances extérieures	16
	b) Stabilité économique	19
	<i>Le Budget</i>	21
	<i>Politique du crédit</i>	23
	c) L'élaboration d'une politique.....	25
	<i>Politique financière</i>	26
	<i>Politique monétaire</i>	26
	<i>Politique des revenus</i>	27
	<i>L'appareil administratif</i>	27
III.	CONCLUSIONS	28
* * * *		
	ANNEXE STATISTIQUE	31

PAGE BLANCHE

ISLANDE

1. Aux conditions inflationnistes qui avaient prévalu pendant la plus grande partie de la période d'après-guerre en Islande, a succédé un certain équilibre économique, qui a résulté de l'application du Programme de Stabilisation adopté en 1960. Cette amélioration de la situation s'est accompagnée d'un accroissement notable des réserves de change. Le programme de stabilisation comprenait des mesures qui donnaient au gouvernement le moyen de contrôler plus efficacement la situation monétaire et financière; il a institué un taux de change uniforme et plus réaliste, supprimé les distorsions de prix et libéré une importante proportion du commerce extérieur. La politique de stabilisation n'a pas eu d'aussi bons résultats dans le domaine des salaires et des prix. Sauf aux premiers semestres de 1961 et de 1962 où ils sont restés stables, les prix ont beaucoup monté, du fait des pressions qui se sont exercées sur les ressources et des augmentations excessives de salaires intervenues en 1962 et 1963. Néanmoins, les conditions financières étant devenues plus stables, il était plus facile de dégager les tendances à long terme et la politique à suivre, de sorte qu'en avril 1963 le Gouvernement islandais a adopté un programme économique à long terme couvrant les quatre années 1963-1966. Le présent rapport est consacré à une étude de ce programme à long terme et des principales conditions nécessaires à sa mise en œuvre.

I. LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE POUR 1963-1966

2. Ce programme à long terme est le premier de ce genre qui ait été établi en Islande. Comme dans la plupart des autres pays Membres faisant usage de la planification à long terme, cette programmation est entreprise dans une économie où la liberté du marché est une caractéristique dominante et où l'intervention directe des pouvoirs publics dans les activités du secteur privé est faible; pour agir sur ces activités, les autorités islandaises comptent principalement sur des mesures générales, de caractère monétaire et fiscal. Les estimations relatives au secteur privé ne constituent donc qu'une indication de l'évolution que les autorités considèrent comme réalisable et souhaitable, alors que les estimations relatives au secteur public correspondent à des programmes plus précis.

3. Le but essentiel du programme à long terme n'est pas d'obtenir une croissance plus rapide, mais une croissance plus rationnelle, et à cette fin le maintien de la stabilité économique revêt une grande importance. L'un des éléments fondamentaux du plan est donc le maintien des mesures adoptées en 1960 pour supprimer les distorsions de prix résultant de l'inflation, du protectionnisme et des contrôles; le programme vise à réduire encore les droits de douane, et à diminuer les subventions et les restrictions aux échanges et aux paiements. Le plan comprend :

- a) un programme général dans lequel sont indiqués les taux d'accroissement de la production et des principaux éléments de la demande qui constitueront les objectifs de la politique économique;
- b) un programme plus détaillé, portant sur les investissements et leur financement en 1963. Les autorités islandaises préparent actuellement des programmes analogues pour le reste de la période couverte par le plan.

a) LE PROGRAMME GÉNÉRAL

4. Les objectifs fixés pour les prochaines années ont été déterminés compte tenu des tendances antérieures et des résultats obtenus. Étant donné que les dix premières années qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont constitué pour l'Islande une période d'adaptation difficile, le programme a surtout été établi en fonction de l'expérience acquise entre 1955 et 1962.

Production

5. Le programme, dont les grandes lignes sont résumées dans le tableau 1, est fondé sur l'hypothèse d'un accroissement du produit national brut en termes réels de 4 % par an, taux à peu près identique à celui qui a été atteint au cours de la période 1955-1962. Étant donné que l'expansion démographique se ralentira légèrement, on estime que la production par habitant augmentera de 2,2 % par an, taux un peu plus élevé que celui des années 1955 à 1962, qui aurait été de 2,0 %. Si les termes de l'échange ne varient pas, le revenu national brut devrait augmenter à la même cadence que la production.

6. L'accroissement de production prévu correspond à peu près à l'objectif de croissance de 50 % que les pays de l'O.C.D.E. se sont fixé pour la période de 10 ans 1960-1970 (4,2 % par an)¹. Néanmoins, comme l'accroissement démographique est très fort, on estime que la production par habitant augmentera plus lentement en Islande que dans la plupart des autres pays Membres malgré un taux d'investisse-

1. Voir rapport de l'O.C.D.E. « Une politique de croissance économique » Paris, novembre 1962.

TABLEAU 1. ORIGINE ET UTILISATION DES RESSOURCES

Aux prix de fin 1962.

	1962	1966	RÉPAR- TITION EN POUR- CENTAGE	ACCROISSEMENT ANNUEL EN POURCENTAGE	
	CHIFFRES RÉELS	ESTI- MATIONS		1955-1962	1962-1966
	Millions de couronnes islandaises				
Produit national brut	11.585	13.550	100,0	4,1	4,0
Dépenses de la nation	11.320	13.650	100,7	4,1	4,8
Consommation du secteur privé	7.674	8.910	65,8	4,3	3,8
Consommation du secteur public	994	1.240	9,2	6,0	5,7
Formation brute de capital fixe	2.711	3.440	25,4	4,2	6,1
Variation du cheptel.....	22	20	0,1	..	..
Balance des biens et services.....	265	- 100	0,7	..	..
Exportations	5.250	6.155	45,4	4,8	4,1
Importations	4.985	6.255	46,1	4,9	5,8

Source : Islande, Programme économique 1963-1966, Reykjavik 1963.

ment plus élevé. Au cours de la période 1955-1962, l'Islande a consacré 28 % environ de son produit national brut à la formation de capital fixe¹ alors que le taux moyen pour l'ensemble des pays Membres européens était inférieur à 20 %². Le programme de développement prévoit un taux moyen d'investissement de 26%, chiffre sensiblement plus élevé que pour la plupart des pays Membres.

7. Le fait qu'en Islande le rendement des investissements (en termes de production) est plus faible que dans d'autres pays peut être imputé à plusieurs facteurs. La pauvreté du pays en ressources naturelles, la rigueur du climat ainsi que la dispersion et la très faible densité de la population dans ce vaste territoire rendent les investissements très onéreux; à cause de l'exiguïté du marché intérieur il a été difficile de créer des industries capables de faire face à la concurrence internationale; il n'est pas impossible non plus que l'instabilité due au fait que l'économie est fortement tributaire des fluctuations des prises de poissons et des variations des termes de l'échange ait eu sur la croissance une incidence défavorable.

8. Cependant, les autorités islandaises estiment que la lenteur de la croissance économique par rapport à l'importance des facteurs main-d'œuvre et capital mis en œuvre peut être principalement attribuée à l'application d'une politique économique mal adaptée aux besoins. L'inflation qui a sévi pendant une bonne partie de l'après-guerre et les distorsions de prix qui résultaient de l'application de droits de douane

1. Pourcentage calculé à partir de chiffres exprimés aux prix de 1960.

2. Ce pourcentage est calculé à partir de chiffres exprimés aux prix courants pour la période 1955-1961.

élevés à l'importation, des primes à l'exportation et des subventions à la consommation, ont entraîné une répartition irrationnelle des ressources qui, à son tour, a freiné la croissance. La situation économique du pays après la guerre n'a pas attiré les investissements étrangers pratiquement indispensables à la création de grandes industries d'exportation.

9. La réussite des mesures visant à supprimer les distorsions de prix et à rétablir la stabilité financière devrait influencer favorablement sur l'avenir de l'expansion mais on ne prévoit pas que les modifications récemment apportées ou envisagées de la politique économique en vue de déterminer la stabilité économique et une croissance plus rapide puissent donner des résultats vraiment importants à brève échéance. Étant donné en outre que les exportations vont pâtir dans une certaine mesure du fait que l'Islande ne fait partie ni de la C.E.E. ni de l'E.F.T.A., les autorités islandaises pensent qu'il serait imprudent de fonder les prévisions sur un taux de croissance supérieur à celui de 4 % enregistré durant la période 1955-1962; cette estimation n'implique qu'un accroissement de production un peu plus rapide que les années précédentes par rapport aux facteurs main-d'œuvre et capitaux mis en œuvre.

10. Le programme ne contient pas d'estimations de la production par branches d'activité, car il n'existe en Islande que très peu de statistiques de production. Il est pourtant évident que les estimations du P.N.B. se fondent sur l'hypothèse de campagnes de pêche relativement bonnes. Les prises ont beaucoup augmenté ces dernières années (plus de 50 % en volume de 1958 à 1962), mais l'accroissement a surtout porté sur le hareng dont les prix sont plus bas que ceux de la plupart des autres poissons, de telle sorte que la valeur des prises, à prix constant, n'a augmenté que de 20 %. Comme cette amélioration peut dans une grande mesure être attribuée à l'emploi de méthodes de pêche plus perfectionnées et d'une flotte plus nombreuse, les autorités islandaises estiment que l'on peut raisonnablement prévoir que les prises resteront satisfaisantes pendant les années qui viennent. L'emploi de l'asdic, par exemple, a permis de repérer sur les fonds des bancs de poissons qui sans cela n'auraient pas été décelés et, au lieu d'une activité extrêmement saisonnière, la pêche aux harengs est ainsi devenue une occupation

TABLEAU 2. PRISES DE POISSON

Milliers de tonnes.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Harengs	107	183	136	326	478	
Poisson de fond	398	381	374	306	287	
Total	505	564	510	632	765	

Source : Mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

permanente. De nouveaux engins de pêche ont été adoptés et notamment des filets en fibres synthétiques et des cabestans. Il semble en outre que les mesures prises pour la conservation du poisson depuis 1950 donnent de bons résultats, surtout pour le haddock et le poisson plat.

11. L'estimation du produit national brut qui a été prise comme base pour l'élaboration du programme paraît dans l'ensemble raisonnable. Si les conditions extérieures sont relativement favorables, si la politique économique suivie par l'Islande favorise la croissance, renforce la stabilité et aboutit à une répartition plus satisfaisante des ressources disponibles, il se pourrait même que la production augmente plus rapidement qu'on ne le prévoit. Toutefois, l'expérience a montré qu'en raison de la superficie du pays, de la nature de son sol et de son climat, l'Islande peut difficilement atteindre un rythme rapide de croissance. Il serait donc imprudent de fonder le programme sur un taux de développement nettement plus élevé que celui qui a été enregistré jusqu'ici.

Consommation et investissements

12. D'après les prévisions, les dépenses intérieures au titre de la consommation et des investissements devraient augmenter de 4,6 % par an, soit un peu plus rapidement que la production. La consommation privée doit progresser plus lentement que le produit national brut en termes réels. Le programme a toutefois pour objet de faire progresser très fortement tant la consommation du secteur public que la formation de capital. Le taux d'accroissement de la consommation publique est déterminé par les besoins considérables en matière de services publics, notamment dans les domaines de l'enseignement, de la santé et des transports. Un taux d'investissement¹ de 26 % environ pour l'ensemble de la période a été retenu bien qu'il soit un peu plus élevé que celui que l'économie a pu assimiler sans inflation dans un passé récent; en 1954, année où l'équilibre a été assez satisfaisant, le taux d'investissements a été de 24,8 %; en 1961 et 1962, années où la balance des paiements courants a été largement excédentaire, le taux d'investissement n'a été respectivement que de 22 et 24 %. Toutefois, étant donné que la composition des investissements se modifiera vraisemblablement au cours de la période 1963-1966 dans le sens d'un accroissement de l'élément importations, les autorités islandaises estiment que le taux de 26 % adopté pour le programme économique ne devrait pas susciter des pressions excessives sur les ressources intérieures.

13. Le programme d'investissements, qui est récapitulé au tableau 3, vise à provoquer un accroissement particulièrement important de la formation de capital fixe du secteur public, le principal projet dans ce secteur étant la construction d'une grande centrale hydroélectrique. En même temps qu'elle couvrira les besoins croissants de l'économie

1. Formation brute de capital fixe en pourcentage du produit national brut.

islandaise, cette centrale permettra désormais d'implanter en Islande des industries utilisant une grande quantité d'énergie.

14. Parmi les industries, celle dont les progrès doivent être le plus spectaculaires est l'industrie de transformation du poisson; le plan prévoit en effet une nouvelle extension des usines de traitement du hareng, la modernisation des installations de congélation et une augmentation de capacité des conserveries. Tout en restant à un niveau élevé, les investissements dans les pêcheries seront un peu plus faibles qu'au cours de la précédente période de quatre ans avec, toutefois, en 1963, des investissements massifs dans les bateaux de pêche. Les investissements dans les industries de transformation (non compris le traitement du poisson), qui ont beaucoup augmenté dans les dernières années, resteront vraisemblablement importants en raison notamment de la nécessité de moderniser et de rationaliser les industries qui résultent de la politique d'importation plus libérale pratiquée par le Gouvernement; les droits de douane ont été légèrement abaissés en 1963 et les autorités islandaises ont l'intention d'aller plus loin encore dans ce sens. L'augmentation marquée des dépenses au titre du poste « matériel et équipement divers » correspond surtout à des investissements massifs dans du matériel de bureau et de l'équipement pour les chantiers de construction. On prévoit que dans l'agriculture et la construction résidentielle les investissements resteront à peu près au même niveau qu'au cours de la période 1957-1961.

15. Les changements apportés à la structure de la formation de capital par le programme d'investissements constituent de toute évidence un pas dans la bonne direction. Le développement de la capacité hydroélectrique est indispensable au développement des industries, anciennes et nouvelles, dont l'Islande a besoin pour diversifier quelque peu la structure de ses exportations (le poisson et les produits de la pêche représentent actuellement plus de 90 % des exportations de marchandises). Les pêcheries continueront pourtant d'être l'armature essentielle de l'économie et un niveau élevé d'investissements dans ce secteur reste souhaitable; de 1950 à 1960, les investissements dans les bateaux et le matériel de pêche ainsi que dans l'industrie de traitement du poisson ont été assez faibles car ils étaient freinés par les difficultés financières qui résultaient de l'inflation et un taux de change inadéquat.

16. Il paraît souhaitable de mettre fin à la progression des investissements dans l'agriculture; peut-être même devrait-on envisager de les réduire. Stimulés par les droits de douane et les contrôles applicables aux importations, par les dons et les subventions de l'État ainsi que par les facilités de crédit particulières, les investissements dans l'agriculture se sont maintenus depuis la fin de la guerre à un niveau élevé, et même relativement plus élevé que dans les autres pays nordiques. L'Islande a déjà une production excédentaire en ce qui concerne les produits laitiers, qu'elle n'arrive à exporter que grâce à des subventions, ce qui représente une perte sensible pour l'ensemble de l'économie. La politique agricole

TABLEAU 3. PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

Prix de la fin de 1962.

	MOYENNES OU CHIFFRES ANNUELS En millions de couronnes					AUGMENTATION En pourcentage	
	1957-61 CHIFFRES RÉELS	1963-66 ESTI- MATIONS	1962	1963	1964-66 ESTI- MATIONS	1957-61 1963-66	1962-63
Construction et travaux publics	709	1.150	786	980	1.210	62	25
Électricité, production et distribution	202	370	127	185	430	83	46
Chauffage géothermique et distribution d'eau	57	75	93	80	75	32	-14
Communications	290	435	346	425	440	50	23
Bâtiments publics y compris les écoles et les hôpitaux.	160	270	220	290	265	69	32
Formation de capital dans l'industrie.....	1.259	1.420	1.307	1.565	1.370	13	20
Agriculture.....	278	285	270	270	290	3	0
Pêcheries	241	230	135	405	170	-5	200
Traitement du poisson	128	180	220	220	170	41	0
Autres industries manufacturières	194	215	178	200	220	11	12
Matériel de transport	240	260	259	230	270	8	-11
Bâtiments commerciaux	100	110	137	120	105	10	-12
Machines et équipement divers	78	140	108	120	145	79	11
Construction résidentielle	758	770	618	675	800	2	9
Formation brute totale de capital fixe	2.726	3.340	2.711	3.220	3.380	23	19

Source : Islande. Programme économique pour 1963-1966, Reykjavik, 1963.

doit viser pour le moins à maintenir la production dans les limites fixées par la demande intérieure. Le Gouvernement doit s'efforcer d'obtenir une rationalisation plus poussée dans ce secteur et encourager les transferts de main-d'œuvre à d'autres secteurs de l'économie. L'on ne peut s'attendre que la politique agricole soit fondée sur des considérations purement économiques, mais le niveau actuel des investissements fixes dans l'agriculture paraît excessif.

TABLEAU 4. INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE EN ISLANDE ET DANS D'AUTRES PAYS

	1957	1960	1962	1963 - 66
<i>Investissement dans l'agriculture en pourcentage du P.N.B. :</i>				
Islande	3,3	2,5	2,5	2,2
Danemark	1,7	2,1	2,1	..
Suède	1,5	1,4	1,4	..
Norvège	2,1	1,9	1,9	..

Source : Bulletin Statistique de l'O.C.D.E. et sources nationales.

17. Les prévisions relatives à la construction résidentielle, où l'on n'envisage pour la période 1963-1966 pratiquement pas d'augmentation par rapport à la période 1957-1960, semblent constituer elles aussi un objectif raisonnable. Toutefois, comme on s'attend à une forte progression du nombre des ménages, le programme prévoit pour la période considérée un accroissement assez sensible de la construction de logements, qui atteindrait en 1966 un niveau assez élevé par rapport à celui du P.N.B. La construction résidentielle, stimulée par l'inflation, avait été très active pendant toute la décennie 1950-1960, mais les mesures prises dans le cadre du programme de stabilisation l'ont ramenée à un niveau plus raisonnable. Étant donné que les conditions de logement sont dans l'ensemble satisfaisantes en Islande et que les besoins d'investissement sont grands dans d'autres secteurs, on peut se demander si la demande de logements ne pourrait pas être couverte par un accroissement de la construction résidentielle plus faible que celui qui est envisagé dans le programme. Les ressources ainsi libérées pourraient être employées avec plus de profit dans d'autres secteurs.

La balance des paiements

18. Étant donné que les dépenses intérieures au titre des biens et services augmentent plus rapidement que la production et que les termes de l'échange ne semblent pas devoir s'améliorer, on s'attend à ce que la balance des paiements courants redevienne déficitaire. Selon les prévisions, les exportations de marchandises augmenteraient d'environ

5 % par an, tandis que les importations augmenteraient de 6 %; de plus, les importations de services progresseraient un peu plus que les exportations de services de sorte que l'excédent d'exportations au titre de ce poste se trouverait réduit. Pour combler le déficit des paiements courants, financer le remboursement contractuel des emprunts extérieurs actuels et futurs et réaliser une certaine augmentation des réserves de change, les autorités islandaises estiment qu'il sera nécessaire d'emprunter à l'étranger, à la cadence de 14 millions de dollars par an.

TABLEAU 5. BALANCE DES PAIEMENTS

Prix constants de 1962, millions de dollars.

	1962	1963	1964	1965	1966
Exportations de marchandises	84,2	86,5	90,9	95,5	100,3
Importations de marchandises	82,2	95,3	98,8	101,5	104,4
Balance commerciale	2,0	-8,8	-7,9	-6,0	-4,1
Recettes militaires, nettes	8,4	7,4	7,4	7,4	7,4
Services, nets	-4,2	-4,4	-4,8	-5,2	-5,7
Balance des biens et services	6,2	-5,8	-5,3	-3,8	-2,4
Importations de capitaux	18,9	17,2	14,0	14,0	14,0
Amortissement	-10,6	-8,4	-8,5	-8,7	-7,7
Accroissement des réserves de devises	14,5	3,1	0,2	1,5	3,9

Source : Islande, Programme économique 1963-1966, Reykjavik 1963.

19. Il semble bien que l'Islande aurait intérêt à tenter d'accélérer le développement de son économie par quelques importations de capitaux étrangers. Bien que l'économie islandaise soit à bien des égards assez avancée, et que le revenu national par habitant y soit relativement élevé, le pays se heurte à de nombreux problèmes analogues à ceux que rencontrent les pays moins développés. C'est ainsi que l'Islande se trouve actuellement dans l'obligation de diversifier la structure de ses exportations, ce qui nécessite un volume d'investissements important par rapport aux dimensions de l'économie interne.

20. Le chiffre auquel sont évalués les besoins de l'Islande en emprunts étrangers n'est bien entendu pas rigoureux, mais, si l'on en juge par l'évolution passée et les tendances actuelles, il paraît correspondre assez bien à la réalité. On verra dans le tableau 6 que, d'après les prévisions, le volume des exportations augmentera un peu moins rapidement qu'au cours de la période de 1955-1962, tandis que celui des importations progressera plus rapidement, ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle une part plus grande des dépenses intérieures sera absorbée par des importations. Les termes de l'échange ont eu tendance à s'amé-

liorer dans les dernières années, mais il y aurait quelque imprudence à compter sur une nouvelle amélioration pendant les quelques prochaines années, car les différences de droits de douane pourraient avoir une incidence défavorable sur les exportations de l'Islande vers les pays de la C.E.E. et de l'E.F.T.A. combinés. On prévoit que les recettes au chapitre de la défense nationale fléchiront légèrement par rapport à leur niveau de 1962. Le montant des remboursements à effectuer au titre de la dette extérieure est déjà connu. Dans l'ensemble, et à condition que l'économie reste suffisamment stable, il n'y a guère de raisons de prévoir que la balance extérieure évoluera moins favorablement qu'il n'est envisagé dans le programme. Il n'en est pas moins souhaitable, comme le prévoit d'ailleurs le programme, de chercher à renforcer quelque peu les réserves de devises pendant la période considérée.

TABLEAU 6. COMMERCE EXTÉRIEUR

Taux de croissance annuels à prix constants.

	1955-1962 CHIFFRES RÉELS	1963-1966 ESTIMATIONS DU PROGRAMME
<i>En pourcentage</i>		
Importations de biens	4,1	6,2
Importations de biens et services	4,9	5,8
Exportations de biens	5,3	4,5
Exportations de biens et services	4,8	4,1
1953 = 100		
Termes de l'échange	105 ¹	(105)

1. 1955-1961.

Source : Islande, Programme économique pour 1963-1966, et Bulletin Statistique de l'O.C.D.E.

b) LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT EN 1963

21. Il est prévu que la formation brute de capital fixe marquera une très forte augmentation en 1963 et que la balance extérieure jusque là en excédent deviendra déficitaire. Le programme envisage pour l'Islande des apports de capitaux nouveaux par l'emprunt et d'autres moyens qui se chiffreraient au total à 17,2 millions de dollars, montant suffisant pour financer le déficit des paiements courants (5,8 millions de dollars) et les remboursements contractuels de la dette extérieure (8,4 millions de dollars) et assurer une certaine augmentation des réserves de change (3,0 millions de dollars). La presque totalité de cette somme a déjà été trouvée, notamment grâce à un emprunt de 5,6 millions de dollars contracté par le Gouvernement islandais, à Londres, à un prêt

de 1,3 million de dollars accordé à l'Islande par les autorités américaines au titre de la P.L. 480 et à d'importants crédits obtenus pour l'achat de bateaux.

22. Le programme financier pour 1963 vise non seulement à procurer à l'économie un montant total suffisant de fonds d'origine nationale ou extérieure mais aussi à en assurer la répartition rationnelle entre les différents secteurs de l'économie. Les autorités islandaises ont estimé que la mise en œuvre du programme d'investissements pour 1963 obligera le gouvernement à fournir, en plus des fonds inscrits au budget, un montant de 472 millions de couronnes¹ destiné en partie à la réalisation de ses propres projets et en partie à alimenter les fonds publics d'investissements qui accordent des crédits aux entreprises privées. Les deux tiers environ de ce montant, soit 285 millions de couronnes, proviendront des deux emprunts extérieurs mentionnés plus haut. Pour le reliquat, les autorités islandaises ont l'intention d'orienter l'épargne privée vers les projets ayant besoin de fonds. Les banques commerciales, les principales Caisses d'Épargne et la Caisse d'assurance-chômage ont accepté de participer au financement de ces projets; un accord est intervenu, aux termes duquel 15 % de l'accroissement des dépôts dans les banques commerciales et les Caisses d'Épargne en 1963, seront utilisés à cette fin. Le gouvernement espère en outre obtenir la participation des Caisses de Retraite et des compagnies d'assurance au financement de son programme d'investissement.

23. Les investissements comme la consommation ont augmenté plus vite, en 1963, que ne le prévoyait le programme économique. La consommation a probablement augmenté d'environ 6 % en termes réels (au lieu de 4 %), et les investissements fixes privés se sont fortement accrus; en 1964 aussi, le grand nombre des projets mis en route aura une incidence sur les investissements. L'accroissement des investissements publics a été conforme au programme. Comme la progression de la production totale a été telle qu'on l'envisageait, l'accroissement considérable de la demande a conduit à un déficit des paiements courants supérieur à celui qu'on avait prévu précédemment, et au lieu d'augmenter, les réserves de change ont légèrement diminué.

II. LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE

24. Le programme est nécessairement fondé sur un certain nombre d'hypothèses relatives à des éléments extérieurs à l'économie islandaise, comme la situation des marchés à l'étranger et, à l'intérieur, les résultats de la campagne de pêche. Les estimations concernant le secteur privé sont, de par leur nature même, incertaines et il se peut qu'en cours d'exé-

1. Y compris 77 millions de couronnes nécessaires pour consolider le financement préliminaire des investissements effectués les années précédentes.

cution du programme, on soit amené à modifier, dans un sens ou dans l'autre, certains des objectifs fixés pour le secteur privé. Il importe donc de réviser périodiquement le programme afin d'y apporter les ajustements nécessaires. A supposer que les prises de poissons soient assez bonnes et que l'Islande trouve à l'étranger des débouchés suffisants, la mise en œuvre du programme de développement dépendra dans une large mesure de plusieurs facteurs :

- a) la possibilité pour l'Islande d'emprunter à l'étranger des sommes suffisantes à des conditions raisonnables;
- b) le maintien de la stabilité économique;
- c) un meilleur fonctionnement des rouages administratifs et des services responsables de la politique islandaise.

a) FINANCES EXTÉRIEURES

25. Le volume des importations de capitaux envisagé dans le programme ne paraît pas excessif. Il est vrai que des emprunts se chiffrant à 14 millions de dollars par an correspondraient à 5 % environ du produit national brut ou à 10 % des exportations de biens et services. Mais, étant donné que le remboursement contractuel de la dette pendant la période considérée représentera plus de 8 millions de dollars en moyenne par an, et que l'on envisage de renforcer la position en devises, l'accroissement net de l'endettement à l'égard de l'étranger sera en réalité beaucoup plus faible : de 4,5 millions de dollars environ par an. Ce montant ne correspond qu'à 5 % environ des investissements bruts; la formation intérieure de capital sera en grande partie financée par l'épargne intérieure.

26. De fait, l'épargne intérieure est assez importante. Au cours de la période 1955-1962, l'épargne totale privée et publique s'est élevée à 24,3 % du produit national brut¹. Pendant la période couverte par le programme on prévoit que le taux d'épargne montera légèrement et

TABLEAU 7. TAUX D'ÉPARGNE DANS CERTAINS PAYS
MOYENNE 1955-1961 AUX PRIX DE 1954

	<i>Pourcentage du P.N.B.</i>
Islande	25,0
Norvège	25,4
Suède	20,2
Allemagne	25,1
France	18,4
Italie	21,7
Royaume-Uni	15,5

Source : Statistiques générales de l'O.C.D.E.

1. Pourcentage calculé sur des chiffres aux prix de 1960.

atteindra 24,7 %. Ces taux sont bien supérieurs à ceux de la plupart des autres pays Membres; au cours de la période 1955-1961, la Norvège et l'Allemagne sont les seuls pays où les taux d'épargne aient été plus élevés qu'en Islande.

27. A l'heure actuelle, l'endettement extérieur n'est pas exagérément élevé; il correspond à 25 % du produit national brut, pourcentage qui ne devrait pas être notablement accru au cours des prochaines années. Le programme économique ne prévoit pas qu'un accroissement du service de la dette extérieure (amortissement et intérêts) viendra peser sur la balance des paiements. Étant donné que la durée moyenne des dettes actuelles est assez courte et que les autorités islandaises espèrent être en mesure d'obtenir des prêts à long terme, les versements au titre de l'amortissement et des intérêts ne devraient augmenter que modérément; ils pourraient même diminuer si on les compare à l'accroissement des exportations.

TABLEAU 8. SERVICE DE LA DETTE EXTÉRIEURE
JUSQU'À LA FIN DE 1956

Millions de couronnes.

	1962	1963	1966	1970
Amortissement	455	361	333	327
Intérêt	130	133	188	141
Total	585	494	521	468
Total en pourcentage des exportations de biens et services ¹	11,0	9,2	8,5	6,3

1. En supposant que les exportations augmentent après 1966, au même rythme que pendant la période 1963-1966.

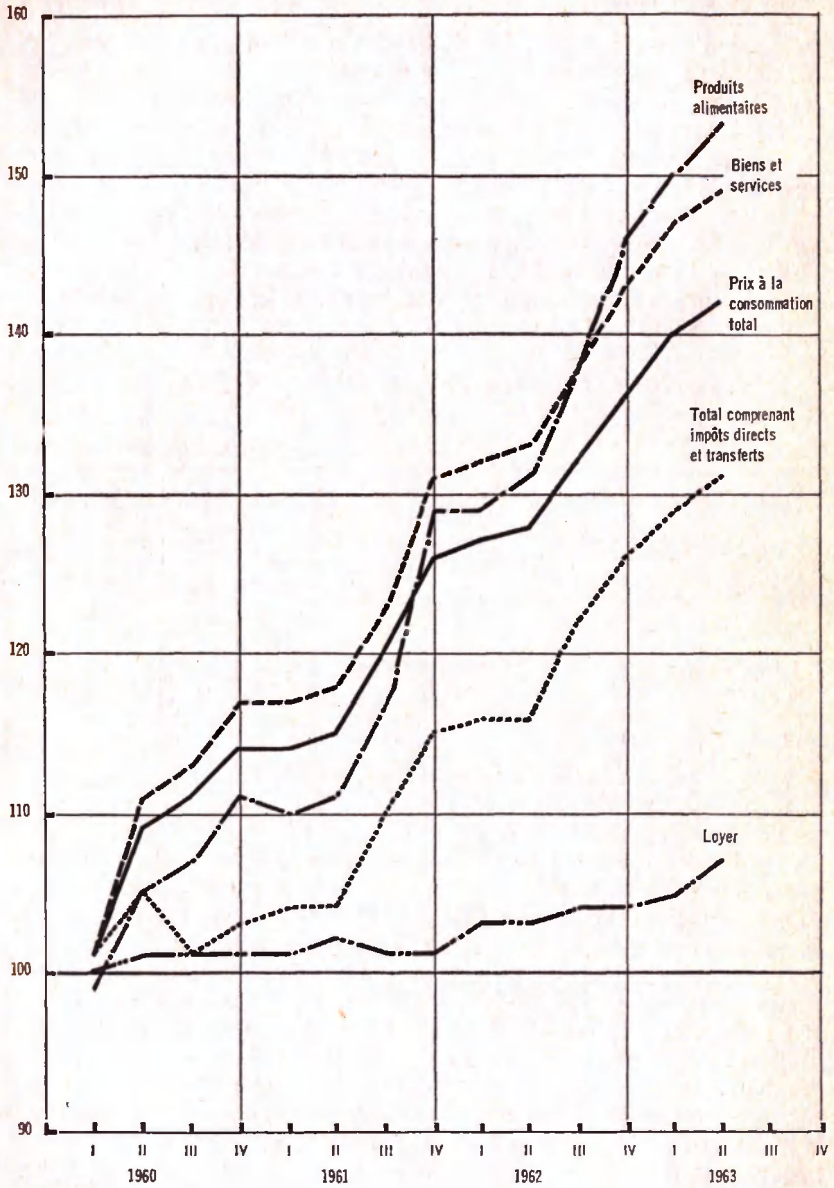
Source : Islande, programme économique 1963-1966, Reykjavik 1963.

28. En outre, du fait de l'amélioration de la balance des paiements intervenue dans les dernières années, l'économie est mieux à même de supporter le poids de nouvelles dettes, et l'Islande devrait être en mesure de se procurer plus facilement des capitaux à l'étranger. La balance des paiements courants, largement défavorable pendant la majeure partie de la période 1950-1960, a été fortement excédentaire en 1961 et en 1962, amélioration qu'il faut attribuer au programme de stabilisation de 1960. La position nette en devises de la Banque centrale et des banques commerciales combinées s'est considérablement améliorée car, alors qu'en 1960 il y avait un excédent d'engagements, en 1963, le montant net des réserves était d'environ 29 millions de dollars, soit l'équivalent de 4 mois d'importations de marchandises.

29. Toutefois, l'obtention des prêts extérieurs nécessaires à la mise en œuvre du plan de développement dépendra, les auteurs du programme

Graphique 1. PRIX

MARS 1959 = 100



Source : Hagtidindi.

le reconnaissent, dans une large mesure du maintien de la stabilité économique interne. Si l'Islande a réalisé quelques progrès dans cette voie depuis l'adoption du programme de stabilisation, en 1960, la situation est de nouveau caractérisée par une demande excédentaire, et la course entre les salaires et les prix a recommencé.

b) STABILITÉ ÉCONOMIQUE

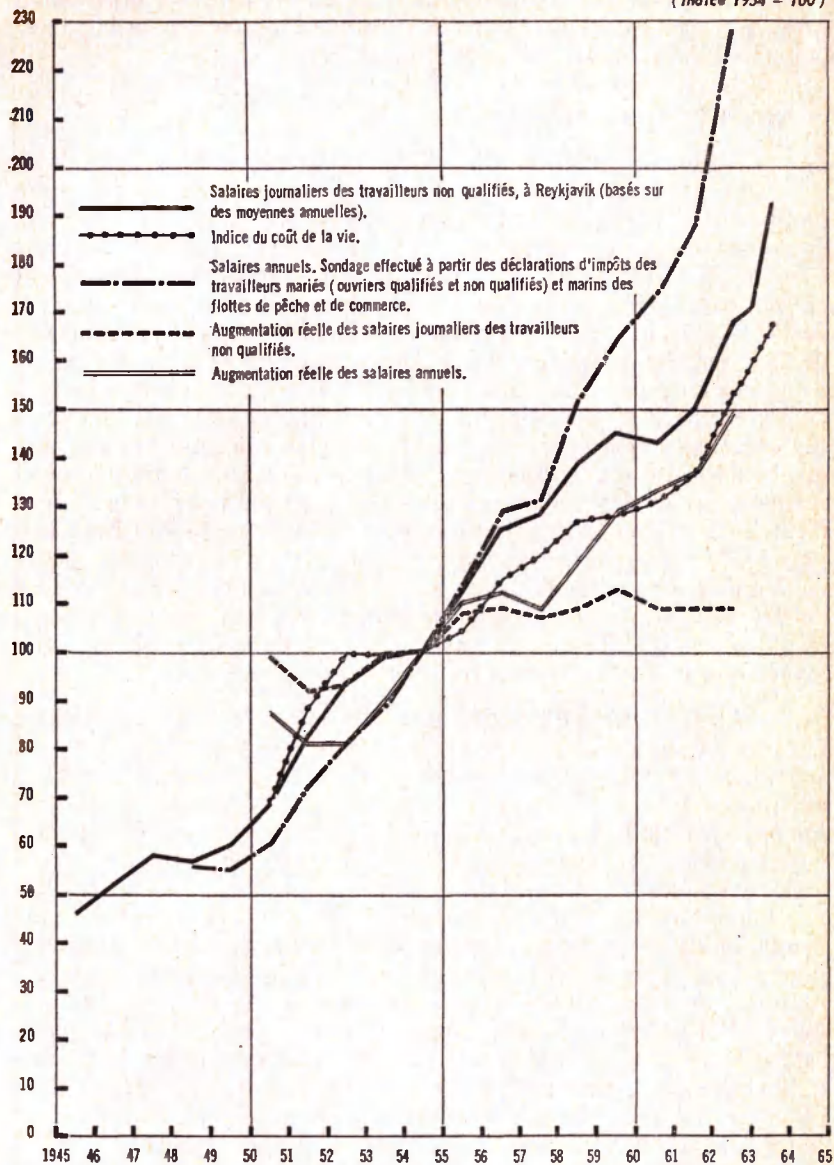
30. Après une période d'équilibre économique plus satisfaisant en 1960 et 1961, les pressions inflationnistes ont recommencé à se faire sentir en 1962 et elles se sont aggravées en 1963. L'indice du coût de la vie, après être resté pratiquement stable au premier semestre de 1962, a monté de 12,5 % au cours de la période de douze mois se terminant en juin de 1963; au mois d'août, il s'établissait à un niveau supérieur de 25 % à celui où il se situait en août 1961 au moment de la dévaluation de la couronne islandaise. La balance commerciale s'est fortement détériorée au premier semestre de 1963, les importations allant jusqu'à augmenter de 28 % par rapport à un an auparavant alors que les exportations ne progressaient que de 5 à 6 %. Il fallait évidemment s'attendre que l'excédent de la balance des opérations courantes diminue ou soit remplacé par un déficit dans une année où comme celle-ci les investissements intérieurs et les importations de navires de pêche ont beaucoup augmenté; la progression des importations au cours du premier semestre de l'année a dépassé de beaucoup la cadence prévue dans le programme de développement. Le déficit de la balance des paiements courants a en grande partie été financé par des importations de capitaux, mais les réserves de devises ont un peu diminué ces derniers mois.

31. La tendance à l'inflation peut être attribuée à deux facteurs : une forte augmentation des revenus nominaux et un excès de la demande. Les taux de salaires et les revenus agricoles¹ ont augmenté de 15 % environ en 1961, après quoi la couronne a été dévaluée. En 1962, ils ont augmenté de 12 % en moyenne, mais les revenus moyens des ouvriers et des pêcheurs ont augmenté en réalité de 21 %, en raison de l'abondance des prises de poisson et des glissements de salaires. En janvier 1963, une importante fraction de la population active a bénéficié d'une augmentation de salaire de 5 % et en mars les prix agricoles ont été ajustés pour tenir compte de cette augmentation. En juin, d'importantes revendications de salaires ont été présentées par les syndicats en Islande du Nord et le Gouvernement a demandé aux employeurs et aux syndicats d'effectuer en commun une enquête pour déterminer les limites qu'il convenait de fixer aux augmentations de salaires. Les deux parties en cause ont accepté cette proposition et il a été décidé d'appliquer immédiatement une augmentation préliminaire de salaires de 7,5 % et de rouvrir les négociations sur les conventions de salaires vers le

1. Aux termes de la législation en vigueur, les revenus agricoles sont ajustés en fonction des variations de salaires et traitements dans les autres secteurs de l'économie.

Graphique 2. SALAIRES, PRIX ET AUGMENTATION DES SALAIRES RÉELS

(Indice 1954 = 100)



15 octobre, date à laquelle l'enquête devait être terminée. En juillet, après une décision de la cour d'arbitrage, les traitements des fonctionnaires ont été relevés de 40 % en moyenne de façon à les aligner sur

les traitements du secteur privé. Les prix agricoles à la production ont été relevés de 21 % en septembre.

32. L'apparition d'une demande excédentaire et la très forte pression qui s'est de ce fait exercée sur le marché du travail sont bien entendu étroitement liées à la montée des traitements, des salaires et des revenus agricoles, mais elles s'expliquent aussi par la progression des revenus qui a été déterminée par l'abondance des prises de poissons et le relèvement des prix à l'exportation. S'il est vrai qu'une bonne campagne de pêche et un accroissement des exportations constituent un ensemble de conditions propres à une expansion de la demande sans risque pour la balance des paiements, une augmentation des recettes d'exportation contribue aussi à renforcer la pression sur les ressources intérieures, ce qui rend plus ardue la stabilisation des coûts et des prix.

33. Le Gouvernement islandais a fait de grands efforts pour appliquer les mesures fiscales et monétaires de caractère restrictif contenues dans le Programme de stabilisation. Pourtant bien que la politique suivie par le Gouvernement ait freiné, dans une certaine mesure, la progression de la demande, il est évident que l'effet de modération n'a pas été suffisant.

Le Budget

34. Depuis la mise en œuvre du programme de stabilisation l'Islande a une situation budgétaire excédentaire, qu'il s'agisse du budget courant et des investissements ou du budget général. En 1962, du fait de la grande activité des pêcheries, les finances publiques ont évolué beaucoup plus favorablement qu'on ne l'avait prévu au début de l'année. L'excédent global a atteint 62 millions de couronnes, soit 1,4 % du produit national brut; l'excédent au titre du budget courant et des investissements a été un peu plus élevé encore.

35. Le budget de 1963 ne prévoyait qu'un excédent global assez faible. On s'attendait à un fort accroissement des dépenses, dû essentiellement aux augmentations des salaires et traitements consenties en 1962. On prévoyait en outre un accroissement sensible du coût de la sécurité sociale, de l'enseignement et des subventions. Les subventions absorbent en effet un cinquième des dépenses totales, mais comme on a récemment supprimé toutes les subventions sur les produits importés, ce poste de dépenses s'est trouvé réduit de 10 % environ. Le budget comportait aussi des augmentations de recettes assez importantes, moins cependant que celles des dépenses. Il semble maintenant que les recettes augmenteront beaucoup plus qu'on ne le prévoyait et qu'en dépit du relèvement des traitements des fonctionnaires, le budget se soldera par un excédent à peu près aussi important qu'en 1962. Étant donné que la situation est actuellement inflationniste il aurait été souhaitable que cet excédent soit encore plus considérable. Le budget proposé pour 1964 par le Gouvernement fait apparaître un excédent global de 11 millions de couronnes seulement.

TABLEAU 9. FINANCES PUBLIQUES¹

Millions de couronnes.

	1960 RÉALISATIONS	1961 RÉALISATIONS	1962 RÉALISATIONS	1963 BUDGET APPROUVÉ	1964 BUDGET PROPOSÉ
<i>Recettes courantes :</i>					
Impôts directs	99	106	119	165	210
Impôts indirects	1.062	1.232	1.561	1.650	1.901
Recettes provenant des monopoles de l'État	271	271	306	325	401
Divers	56	56	66	55	22
Total	1.488	1.665	2.052	2.195	2.534
<i>Dépenses courantes et dépenses d'investissement :</i>					
Subventions	260	306	378	430	393
Sécurité sociale et retraites	349	410	...	549	663
Transports et communications.....	161	174	201	207	243
Développement économique.....	142	138	...	193	201
Dépenses d'investissement dites en « capital » ²	69	62	63	75	133
Divers	420	482	...	666	749
Total	1.401	1.572	1.819	2.120	2.382
<i>Excédent au titre du budget courant et des investissements.....</i>	87	93	233	75	152
<i>Autres opérations :</i>					
Amortissement de la dette.....	- 17	- 17	- 14	- 20	- 15
Règlements au titre des garanties accordées par l'État à des emprunteurs défaillants	- 50	- 3 ³	- 59 ⁴	- 38 ⁴	- 46
Nouveaux prêts ⁵	- 49	- 30	- 16	- 4	-
Opérations diverses	64	29	18	4	6
Total	- 52	- 21	- 71	- 58	- 55
Variation nette de la dette flottante, des dépôts bancaires et de l'encaisse	35	72	162	17	97

1. Les opérations de prêt pour lesquelles le Trésor n'a joué qu'un rôle d'intermédiaire ne figurent donc pas dans ce tableau.

2. Les dépenses sont dites « en capital » à des fins de classification budgétaire : d'autres postes comprennent eux aussi des dépenses d'investissement.

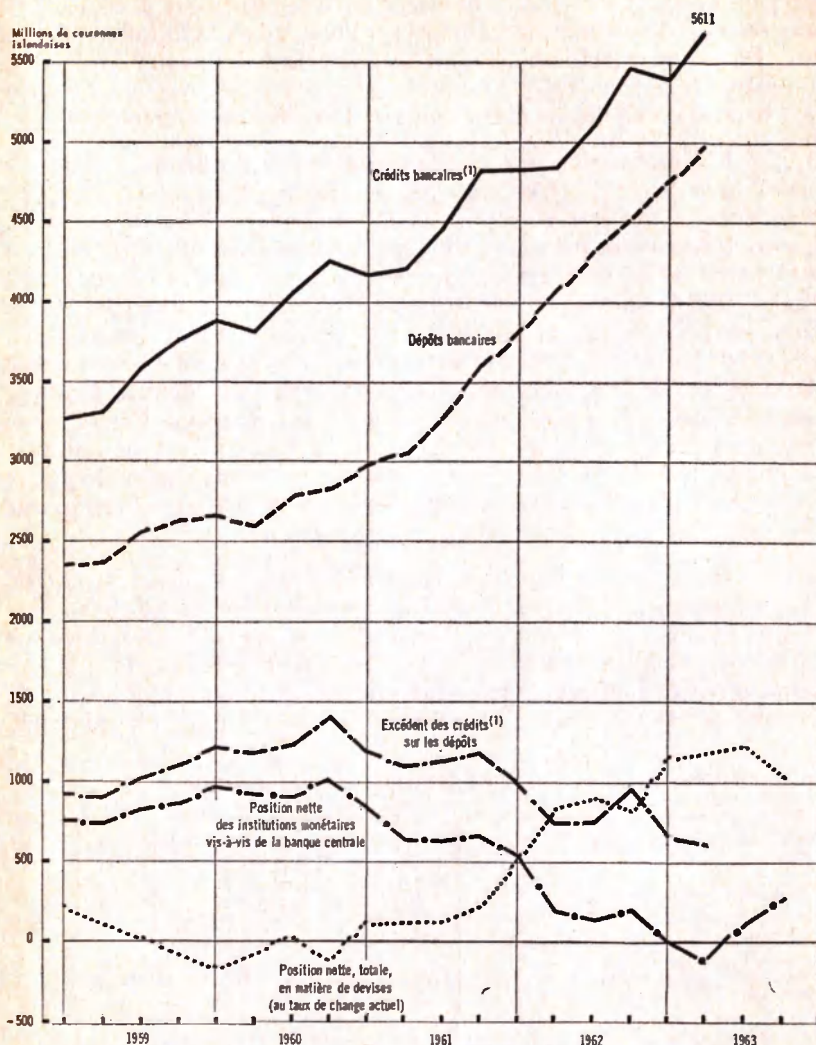
3. Un Fonds National de Garantie a été créé dans le courant de l'année pour financer les règlements opérés au titre des garanties de prêt accordées par l'État dans les cas où l'emprunteur est défaillant. Ce Fonds est alimenté par les plus-values réalisées sur les stocks destinés à l'exportation, à la suite de la dévaluation d'août 1961, et dont on prévoit que le montant total atteindra en définitive 127 millions de couronnes islandaises. Le Fonds recevra aussi dorénavant les remboursements effectués par le Trésor au titre de l'Amortissement et des versements d'intérêts afférents aux prêts garantis. En 1961, le Fonds a versé 71,3 millions de couronnes islandaises au titre des prêts garantis non réglés.

4. Contributions au Fonds National de Garantie des Dettes.

5. Y compris des engagements au titre de l'impôt sur le capital, pour un montant de 4,5 millions de couronnes de 1960.

Source : Examen Général de l'Économie en 1962, septembre 1963, Ministère des Finances.

Graphique 3. QUELQUES INDICATEURS ÉCONOMIQUES



1. Y compris 295 millions de couronnes islandaises prélevées par le Département des prêts hypothécaires dans la seconde moitié de 1961.

Source : Renseignements communiqués par l'Islande à l'O.C.D.E.

Politique du crédit

36. Les autorités monétaires ont maintenu les mesures restrictives prises dans le cadre du Programme de Stabilisation. Les ouvertures de crédits de la Banque Centrale aux banques commerciales, aux fonds

d'investissement et au secteur public ont été limitées par l'institution de plafonds et par d'autres moyens. Le Gouvernement a eu recours aux réserves obligatoires pour empêcher l'afflux du surcroît de liquidités vers les banques par le biais d'un accroissement des avoirs en devises. En même temps, la Banque Centrale est intervenue directement auprès des banques pour les inciter à modérer l'expansion du crédit.

37. L'augmentation des crédits accordés par les banques commerciales au secteur privé n'en reste pas moins assez forte, elle a même eu tendance à s'accélérer au cours des douze derniers mois. De juin 1962 à juin 1963, les avances des banques commerciales ont augmenté de 19 %, contre 8 % au cours des douze mois précédents¹. Comme avant, l'expansion a surtout été financée par un accroissement des dépôts bancaires. Toutefois, la position nette des banques commerciales à l'égard de la Banque Centrale a cessé de s'améliorer au cours de l'année dernière; les dépôts à vue des banques auprès de la Banque Centrale ont continué à progresser mais, contrairement à ce qui s'était passé antérieurement, leurs emprunts auprès de la Banque Centrale ont augmenté à peu près du même montant; cette évolution s'explique par le fait que l'octroi de crédits aux pêcheries et au secteur agricole pour financer la constitution de stocks est presque automatique.

38. Les liquidités ont rapidement augmenté, en partie du fait de l'accroissement des réserves de devises. En 1963, l'excédent de la balance des paiements a diminué mais l'augmentation des crédits accordés par la Banque Centrale aux banques commerciales a influé sur la situation monétaire. Les divers types de liquidités sont récapitulés dans le tableau 10. Il se pourrait que l'expansion économique ait exigé une

TABLEAU 10. VARIATION DES LIQUIDITÉS

	FIN 1960-1961	FIN 1961-1962	MILIEU 1960-1961	FIN 1960-1961	FIN 1961-1962	MILIEU 1962-1963
	Millions de couronnes			Pourcentage		
Masse monétaire	+ 329	+ 324	+ 164	29	22	10
Quasi-monnaie	+ 552	+ 779	+ 826	25	28	27
Réserves libres des banques commerciales	+ 26	+ 153	- 56	29	131	- 38

Source : Statistiques financières internationales et mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

1. Le montant total des crédits bancaires au secteur privé, y compris ceux du Service de prêts hypothécaires aux pêcheries, a augmenté de 18 % au cours des douze mois se terminant en juin 1963, contre 14 % pendant les douze mois précédents.

augmentation de la masse monétaire, augmentation qui n'a pas été l'élément déterminant du mouvement d'inflation, mais le Gouvernement aurait dû recourir davantage à la politique monétaire pour freiner l'expansion de la demande.

39. Les pouvoirs publics ont étudié, pendant la seconde moitié de 1963, diverses mesures destinées à rétablir la stabilité économique. En particulier, le Gouvernement s'est efforcé d'obtenir des syndicats qu'ils acceptent un règlement des salaires dans des limites compatibles avec la stabilité. Au moment où le présent rapport a été rédigé, ces efforts n'avaient pas abouti.

c) L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE

40. Il n'est pas impossible que la mise en œuvre du programme économique nécessite l'adoption de mesures économiques plus efficaces et plus souples, en même temps qu'un renforcement des services de l'administration centrale. Il n'est certes pas exclu que le Gouvernement puisse perfectionner ses instruments de politique économique et en accroître le nombre, mais l'un des grands problèmes de l'heure est de faire un meilleur usage des armes dont il dispose déjà. L'arsenal islandais est à cet égard sensiblement le même que celui des autres pays Membres. En plus du budget, le Gouvernement a recours à trois fonds d'investissement extra-budgétaires par lesquels passe la majeure partie de l'aide gouvernementale aux investissements privés. Dans le domaine monétaire, aucune opération d'open market n'est possible, puisqu'il n'y a en Islande ni marché monétaire, ni marché des capitaux organisés. En revanche, les pouvoirs publics font usage des prescriptions sur les réserves légales et des variations du taux de l'escompte; ces derniers temps, la Banque Centrale a également eu recours à des accords de crédit conclus avec les banques commerciales afin d'agir sur le volume et l'orientation du crédit bancaire. Depuis deux ans, les autorités islandaises s'efforcent d'élaborer une politique des revenus. Le Gouvernement islandais pourrait obtenir beaucoup d'un emploi plus énergique des instruments dont il dispose.

Politique financière

41. Il est de tradition que le Gouvernement islandais n'ait guère recours au budget comme instrument de politique économique. Sa position est que le budget doit être équilibré; lorsqu'un excédent apparaît en cours d'exercice, on voit généralement dans ce fait l'indication que les dépenses de l'État pourraient être accrues ou les recettes réduites, et inversement s'il s'agit d'un déficit. Toutefois, lorsqu'en 1962, le budget s'est soldé par un excédent, le Ministre des Finances a décidé, qu'en raison de la situation économique, cet excédent ne serait pas utilisé pour accroître les dépenses mais qu'il serait déposé dans un Fonds

National de Péréquation; ce Fonds, dont la création remontait à plus de trente ans, était alors utilisé pour la première fois.

42. Il est indispensable que des considérations d'ordre économique entrent pour une plus grande part dans la détermination de la politique budgétaire. Ce n'est pas l'équilibre budgétaire en soi qui importe, mais un équilibre raisonnable entre l'offre et la demande totales à l'intérieur de l'économie. Il appartient aux pouvoirs publics de maintenir l'équilibre économique, et le budget est l'un des instruments les plus efficaces qu'ils puissent utiliser à cet effet; normalement, le budget devrait être en déficit lorsque la capacité économique n'est pas employée à plein, faute d'une demande globale suffisamment active; s'il y a excès de la demande globale, le budget devrait être excédentaire.

43. En Islande, comme dans d'autres pays, le Gouvernement se heurte, lorsqu'il souhaite utiliser le budget avec souplesse en tant qu'instrument de politique économique, à un grand nombre de difficultés pratiques. Une importante partie des dépenses budgétaires est déterminée par des obligations légales; le niveau et la structure des impôts sont influencés par diverses considérations qui diffèrent de celles qui ont trait à l'action à court terme sur la demande; en outre, la rapidité avec laquelle les dépenses et la fiscalité peuvent être modifiées dépend des principes et méthodes du système parlementaire. Toutefois, ces problèmes ne devraient pas être plus difficiles à résoudre en Islande qu'ailleurs et certains pays ont réussi dans une grande mesure à faire de leur budget un instrument de politique plus souple.

Politique monétaire

44. Le Gouvernement a recouru assez activement à la politique monétaire au cours des trois dernières années, mais il est encore gêné, pour en obtenir toute la souplesse voulue, par le système selon lequel des crédits sont accordés automatiquement au secteur agricole (jusqu'à un certain plafond) et aux pêcheries, en application de règles relatives à la constitution de stocks et à la production. S'il est évident que la politique monétaire doit faciliter la production et le commerce par l'octroi des crédits nécessaires, il n'y a aucune raison pour que ces crédits soient accordés automatiquement; l'automatisme exclut la souplesse et encourage les abus. Au cas où il serait nécessaire de maintenir temporairement le système de l'octroi automatique des crédits, il faudra veiller à empêcher une expansion excessive de la masse monétaire. A cette fin, un projet de loi a été déposé, qui vise à contenir l'accroissement des crédits automatiques dans les limites des réserves que les banques sont tenues de constituer auprès de la Banque Centrale. Le projet de loi qui est habituellement soumis à l'Althing habiliterait d'autre part les pouvoirs publics à émettre des obligations portant un intérêt relativement faible mais bénéficiant d'une garantie dans l'éventualité d'une dévaluation.

Politique des revenus

45. Les mesures prises ces dernières années pour lier dans une mesure raisonnable l'évolution des revenus nominaux et celle de la productivité, constituent un progrès important; en 1961 et en 1962, le Gouvernement a émis des directives pour les règlements de salaires et s'est efforcé de les faire respecter. On peut toutefois se demander si une politique des revenus efficace pourra être instituée en Islande en l'absence d'une centralisation et d'une coordination plus poussées des dispositions réglementaires relatives aux salaires et aux revenus. Il semble qu'une coordination plus étroite serait particulièrement utile en ce moment où la pression sur les salaires reflète, dans une grande mesure, la concurrence qui s'exerce entre les différents secteurs désireux de retrouver ou de conserver leur position relative. Une coordination à l'échelon national, comportant la confrontation générale des revendications et des vues de toutes les parties en cause, devrait permettre de mieux apprécier la portée réelle des accroissements de revenus et de mieux voir quels sont les ajustements que la situation exige d'apporter à la structure des revenus. Le Gouvernement a un rôle important à jouer dans l'élaboration d'un système plus satisfaisant de détermination des salaires et des revenus. mais ses efforts ne pourront aboutir que si les travailleurs et les employeurs font preuve d'un esprit de coopération et du sens de leurs responsabilités.

L'appareil administratif

46. L'établissement d'un plan à long terme, s'il constitue une mesure utile en soi, n'est évidemment que le premier pas dans la voie de l'élaboration d'une politique cohérente à plus long terme. L'expérience acquise par les autres pays tend à prouver que deux conditions au moins doivent être remplies si l'on veut que ce plan ait une utilité en dehors des avantages que procure son établissement même. Tout d'abord, pour qu'il ne soit pas dépassé par les événements, le plan doit être révisé à mesure que la situation évolue et que les perspectives se modifient. Cette « planification continue » doit être assurée par un organisme administratif permanent, spécialisé dans cette tâche. En second lieu, des dispositions doivent être prises par chaque ministère pour veiller à ce que la politique suivie par le gouvernement concernant les diverses branches d'activité soit conforme au plan à long terme. En Islande, l'Institut économique, récemment créé et placé sous l'autorité du Premier Ministre, est chargé d'établir des programmes à long terme et d'en contrôler la mise en œuvre. Toutefois, l'appareil administratif des différents ministères n'a pas encore été adapté aux méthodes de travail imposées par le fait que les activités gouvernementales doivent être guidées par un plan à long terme. Pour que la planification à long terme prenne toute sa signification, c'est-à-dire pour qu'elle influe sur la structure de l'évolution économique, il est indispensable qu'il y ait dans tous les grands ministères une unité administrative qui consacre son activité aux problèmes de la planification à long terme.

III. CONCLUSIONS

47. Les principales conclusions de la présente étude peuvent être résumées comme suit :

- i) Le plan de développement établi par les autorités islandaises semble bien conçu et propre à orienter la politique économique dans la bonne direction. Evitant toute augmentation spectaculaire du taux de croissance, il met l'accent sur la poursuite d'un vaste effort d'investissement et sur la réorientation des dépenses en capital vers des projets plus directement productifs. En particulier, le développement plus rapide des ressources énergétiques et de l'industrie de traitement du poisson paraît être un objectif raisonnable; de même, une intensification de la production d'énergie est indispensable aux progrès de l'industrialisation et à la diversification de la production et des exportations; et l'on ne peut pas contester qu'il soit opportun de pousser la rationalisation et l'expansion des pêcheries et des industries de traitement du poisson, domaine dans lequel l'Islande s'est révélée extrêmement dynamique.
- ii) Le volume des emprunts extérieurs prévu dans le programme ne paraît pas excessif; les importations nettes de capitaux envisagées sont faibles par rapport à l'épargne intérieure et ne devraient pas entraîner un accroissement injustifié de la dette extérieure, ni du service de cette dette.
- iii) Toutefois, la mise en œuvre du programme dépendra pour beaucoup de la mesure dans laquelle les autorités islandaises réussiront à rétablir, puis à maintenir, la stabilité économique. Le budget devra être rendu plus rigoureux; lorsque, comme en 1962 et 1963, la situation est caractérisée par un excès de la demande, un excédent budgétaire représentant moins de 1,5 % du P.N.B. est insuffisant. De plus, l'expansion du crédit doit être modérée, ce qui est difficilement réalisable sans une modification — voire la suppression — du système actuel d'octroi automatique des crédits.
- iv) Le problème de la stabilisation des prix est rendu notablement plus compliqué par le fait que le climat psychologique et la situation pratique créés par une inflation établie de longue date ne sont pas faciles à faire disparaître. L'inflation s'accélère d'elle-même. En particulier, les difficultés qui résultent du fait que les différentes branches de l'économie s'efforcent de rétablir ou d'améliorer leur position relative, ne peuvent pas être résolues facilement par des mesures de politique économique. Toutefois, parmi les mesures visant à éliminer ces problèmes, il sera indispensable de comprendre une meilleure coordination des règlements intervenant en matière de salaires et de revenus. Le succès dépendra de l'esprit de

coopération et du sens des responsabilités dont feront preuve travailleurs et employeurs.

- v) Les objectifs de croissance et de stabilité ne pourront être atteints que si le mode d'élaboration de la politique est amélioré. L'instabilité, qui résulte des fluctuations des prises de positions aussi bien que d'autres facteurs, impose l'adoption d'une politique plus énergique pour agir sur la demande. Une adaptation et un renforcement de l'administration centrale sont indispensables à la bonne exécution du programme à long terme.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU I. COMPTES NATIONAUX 1950-1962

Millions de couronnes islandaises.

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 ¹	1961 ¹	1962 ¹
<i>Aux prix courants :</i>													
1. Consommation privée	1.514	1.921	2.039	2.394	2.619	2.947	3.481	3.540	4.113	4.758	5.376	6.129	7.254
2. Consommation publique.....	192	237	275	296	325	379	461	517	582	631	699	765	948
3. Formation intérieure brute de capital fixe	389	513	610	730	835	1.091	1.368	1.516	1.658	1.904	2.459	2.148	2.825
4. Variation des stocks	57	1	20	60	33	128	- 18	- 11	81	99	- 81	170	- 59
5. Exportations de biens et services	575	893	898	1.159	1.305	1.349	1.503	1.386	1.536	1.556	3.790	4.315	5.270
6. Moins : Importations de biens et services	658	1.030	1.021	1.263	1.328	1.491	1.665	1.552	1.627	1.777	4.204	4.084	4.980
7. Produit national brut aux prix du marché	2.069	2.535	2.821	3.376	3.789	4.403	5.130	5.396	6.343	7.171	8.039	9.443	11.258
<i>Pourcentage du P.N.B. aux prix courants :</i>													
1. Consommation privée	73,2	75,8	72,3	70,9	69,1	66,9	67,9	65,6	64,8	66,4	66,9	64,9	64,4
2. Consommation publique.....	9,3	9,4	9,7	8,8	8,6	8,6	9,0	9,6	9,2	8,8	8,7	8,1	8,4
3. Formation intérieure brute de capital fixe	18,8	20,2	21,6	21,6	22,0	24,8	26,7	28,1	26,1	26,6	30,6	22,7	25,2
4. Exportations de biens et services	27,8	35,2	31,8	34,3	34,4	30,6	29,3	25,7	24,2	21,7	47,1	45,7	46,8
5. Importations de biens et services	31,8	40,6	36,2	37,4	35,0	33,9	32,5	28,8	25,7	24,8	52,3	43,2	44,2
<i>Indices globaux de volume (1945=100) :</i>													
1. Consommation privée	97,0	93,3	87,5	103,2	111,0	118,7	125,6	121,4	130,9	139,1	139,8	144,2	156,0
2. Consommation publique.....	117,6	115,6	118,0	122,5	133,2	143,0	155,3	167,8	174,3	178,4	190,4	195,0	212,5
3. Formation intérieure brute de capital fixe	106,4	110,8	115,5	135,0	147,5	182,0	198,7	203,2	198,5	218,6	232,5	179,7	216,8
4. Exportations de biens et services	93,8	118,6	116,0	151,4	170,8	174,6	193,5	177,0	196,6	196,8	216,9	220,3	247,7
5. Importations de biens et services	73,4	88,9	86,2	116,0	126,8	143,2	156,0	141,3	156,9	170,8	176,1	164,9	185,4
6. Produit national brut	109,6	106,3	104,6	121,0	131,3	143,9	147,8	146,8	159,8	162,7	167,5	172,6	184,7

1. Chiffres préliminaires.

Source : Mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

TABLEAU II. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE, PAR INDUSTRIES UTILISATRICES

AUX PRIX DE LA FIN DE 1962	En millions de couronnes islandaises						RÉPARTITION EN POURCENTAGES					
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Formation brute de capital fixe, total.....	2.702	2.614	2.877	3.050	2.385	2.895	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
I. Formation de capital dans l'industrie	1.153	1.150	1.289	1.577	1.128	1.422	42,7	44,0	44,8	51,7	47,3	49,1
1. Agriculture	286	297	302	253	252	317	10,6	11,4	10,5	8,3	10,6	10,9
2. Pêcheries.....	146	165	229	547	120	194	5,4	6,3	8,0	17,9	5,0	6,7
3. Traitement du poisson	120	162	118	121	119	218	4,5	6,2	4,1	4,0	5,0	7,5
4. Autres industries manufacturières que (3).....	201	234	177	187	171	210	7,4	8,9	6,1	6,1	7,2	7,3
5. Matériel de transport	261	157	261	273	249	252	9,7	6,0	9,1	9,0	10,4	8,7
6. Bâtiments industriels	62	75	97	125	140	142	2,3	2,9	3,4	4,1	5,9	4,9
7. Machines et équipement divers...	77	60	105	71	77	89	2,8	2,3	3,6	2,3	3,2	3,1
II. Constructions résidentielles	877	759	847	737	570	625	32,5	29,0	29,4	24,2	23,9	21,6
III. Bâtiment et travaux publics.....	672	705	741	736	687	809	24,8	27,0	25,8	24,1	28,8	27,9
1. Production et distribution d'élec- tricité.....	177	290	256	172	115	133	6,5	11,1	8,9	5,6	4,8	4,6
2. Chauffage géothermique et fourni- ture d'eau	45	60	68	68	42	81	1,7	2,3	2,4	2,2	1,8	2,8
3. Communications	320	216	269	328	315	377	11,8	8,3	9,4	10,8	13,2	13,0
4. Bâtiments publics	130	139	148	168	215	218	4,8	5,3	5,1	5,5	9,0	7,5

Source : Mémoire de l'Islande à l'O.C.D.E.

TABLEAU III. PECHE ET AGRICULTURE

	UNITÉ	MOYENNE 1952-1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
PECHE :										
<i>Valeur de la production :</i>										
	Indice									
1. Prix courants	1956 = 100	83,0	100,0	94,2	114,4	119,8	102,3	123,2	139,7	..
2. Prix de 1954	—	84,4	100,0	93,4	111,8	116,6	106,2	121,0	137,0	..
<i>Tonnage de la flotte de pêche :</i>										
	—									
3. Chalutiers (fin d'année)		114,5	100,0	100,5	106,0	103,6	122,2	122,2	119,8	(111)
4. Bateaux à moteur (fin d'année).....		91,8	100,0	101,8	104,4	116,4	136,1	144,6	151,7	(168)
5. Total (fin d'année)		103,1	100,0	101,2	105,2	110,0	129,2	133,4	135,8	(139)
AGRICULTURE :										
<i>Valeur de la production¹ :</i>										
	—									
6. Prix courants		72,2	100,0	112,3	126,9	133,8	150,1	185,1	214,6	..
7. Prix de 1954		84,3	100,0	107,0	112,8	113,2	116,2	125,2	128,8	..
<i>Culture et élevage² :</i>										
8. Prairies artificielles	milliers d'hectares	52,7	59,4	62,8	66,3	70,2	74,7	78,4	82,5	86,4
9. Cheptel ovin	milliers de têtes	508,1	657,3	706,3	769,8	774,8	794,9	833,8	829,8	(796,8)
10. Cheptel bovin	—	44,8	45,5	47,5	49,0	48,0	49,9	53,4	55,7	(57,7)

1. A l'exclusion des variations de cheptel.

2. Début d'année.

Source : Mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

TABLEAU IV. PRIX

Base de l'indice, mars 1959 = 100.

	1960				1961				1962				1963		
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
1. Biens et services...	101	111	113	117	117	118	123	131	132	133	138	143	147	149	154
2. dont : produits alimentaires ...	99	105	107	111	110	111	117	129	129	131	138	146	150	153	160
3. Loyers	100	100	101	101	101	102	101	101	103	103	104	104	105	107	108
4. TOTAL DES PRIX A LA CONSOMMATION	101	109	111	114	114	115	120	126	127	128	132	136	140	142	146
5. Déduction faite des impôts directs et des transferts	99	70	21	21	21	21	36	26	28	24	45	45	47	47	72
6. Total (4) y compris les impôts directs et les transferts (5)	101	105	101	103	104	104	110	115	116	116	122	126	129	131	138
	1 ^{er} ma.	1 ^{er} juil.	1 ^{er} no.		1 ^{er} ma.	1 ^{er} juil.	1 ^{er} no.		1 ^{er} ma.	1 ^{er} juil.	1 ^{er} no.		1 ^{er} ma.	1 ^{er} juil.	1 ^{er} no.
7. Indice du coût de construction	99	111	113	—	114	115	126	—	130	132	135	—	137	138	—

Source : Haguidindi.

TABLEAU V. CRÉDIT
FIN DE PÉRIODE

Millions de couronnes islandaises.

	ANNÉE 1958	ANNÉE 1959	ANNÉE 1960	1961				1962				1963		
				I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE :														
A. Avec les banques commerciales et d'épargne :														
1. Effets réescomptés	645	858	737	610	715	885	795	594	575	822	682	581	708	929
2. Prêts obligataires ¹	66	65	141	140	167	54	41	11	6	0	0	1	46	34
3. Avances ¹	69	70	74	81	43	53	6	6	0	0	4	14	28	10
4. Dépôts	61	52	138	191	276	423	591	716	743	909	1.062	1.104	1.084	1.094
a) Réserves obligatoires	—	—	47	84	135	199	289	325	415	486	577	648	749	743
b) Autres dépôts bloqués ¹	—	—	—	—	—	67	155	181	180	187	215	235	243	221
5. Crédit net (1 + 2 + 3 - 4)	719	941	813	640	649	570	251	-105	-161	-87	-376	-508	-302	-122
B. Avec les institutions de crédit à l'investissement :														
6. Avances ¹	71	69	58	52	55	168	348	362	346	352	407	424	385	382
7. Dépôts	32	30	29	15	50	53	51	50	31	44	75	88	43	33
8. Crédit net ¹ (6 - 7)	39	38	29	37	5	115	298	312	315	308	332	336	342	349
C. Avec les établissements financiers (A + B) :														
9. Crédit net (5 + 8)	758	979	842	677	653	685	549	207	154	221	-44	-172	40	227
D. Avec le Trésor et l'État :														
10. Avances	148	139	204	227	310	265	161	196	200	228	136	129	114	119
11. Titres	52	96	112	119	132	170	202	218	230	239	294	325	307	290
12. Dépôts	93	147	183	191	195	252	312	306	317	294	370	414	527	497
13. Crédit net	107	88	133	155	247	183	50	108	113	173	40	60	-106	-88
BANQUES COMMERCIALES ET D'ÉPARGNE :														
14. Crédits bancaires ¹	3.279	3.899	4.197	4.213	4.475	4.713	4.548	4.549	4.823	5.196	5.126	5.316	5.738	6.135
a) Banques commerciales ¹	2.871	3.397	3.651	3.662	3.896	4.093	3.886	3.861	4.077	4.400	4.270	4.457	4.829	5.330
b) Banques d'épargne	408	562	546	551	579	620	662	688	746	796	856	858	909	805
15. Total des dépôts	2.354	2.673	3.012	3.089	3.312	3.622	4.053	4.072	4.334	4.570	4.761	4.970	5.158	5.299
a) Banques commerciales	1.896	2.122	2.388	2.475	2.657	2.907	3.253	3.253	3.440	3.610	3.721	3.943	4.077	4.343
i) Dépôts à vue	611	639	602	648	719	865	947	947	960	1.012	902	1.213	1.186	1.267
ii) Dépôts à terme	1.285	1.483	1.786	1.827	1.938	2.042	2.306	2.306	2.480	2.598	2.819	2.730	2.891	3.076
b) Banques d'épargne	458	551	624	614	655	715	800	819	894	960	1.040	1.027	1.081	956
i) Dépôts à vue	26	41	38	33	41	58	53	45	65	90	85	74	87	76
ii) Dépôts à terme	432	510	586	581	614	657	747	774	829	870	955	953	994	880
16. Crédits en dépassement des dépôts ¹	925	1.226	1.185	1.124	1.163	1.091	495	477	489	625	365	346	580	836

1. Postes affectés par les opérations de refinancement ayant trait aux pêcheries : au cours du second semestre de 1961 le service des prêts hypothécaires pour les pêcheries a pris à sa charge les prêts bancaires s'élevant à 295 millions de couronnes islandaises.

Source : Mémoire de l'Islande à l'O.C.D.E.

N.B. Aucune correction n'a été apportée à la suite du changement du statut des banques d'épargne en banques commerciales.

TABLEAU V. CRÉDIT (suite)
FIN DE PÉRIODE

	1958	1959	1960	1961	1962		1963 SEPT.
					SEPT.	DEC.	
CRÉDITS VENTILES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (répartition en pourcentage) :							
17. Agriculture et transformation des produits agricoles.....	13	12	11	11	10	11	11
18. Pêche et transformation des produits de la pêche.....	32	35	35	30	31	28	29
19. Commerce.....	18	18	19	20	22	22	23
20. Industrie manufacturière.....	12	11	12	13	12	13	13
21. Logements.....	11	11	10	11	10	11	10
22. Transports et communications.....	2	1	1	2	2	2	1
23. Électricité.....	6	6	3	3	3	3	2
24. État.....			2	2	3	2	3
25. Divers.....	6	6	7	8	7	8	8
26. Total.....	100	100	100	100	100	100	100

Source : Mémorandum de l'Islande à l'O.C.D.E.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500. BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
62 Wellington Parade, East MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerald & Co., Graben 31, WIEN I.
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung jos. A. Kien-
reich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huidevettersstraat 57, ANTWERPEN.
Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg, Bruxelles.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editora,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA.
Prepayment of all orders required.
Les commandes sont payables d'avance.

CUBA

La Casa Balga, O'Reilly 455, HAYANA.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6,
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Bureau des Publications de l'O.C.D.E.,
2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN
Sub-Agents : BERLIN : Elwert & Meurer.
MÜNCHEN : Hueber. HAMBURG : Reuter-Klöckner;
und in den massgebenden Buchhandlungen Deuts-
chlands.

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co, h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

International Book House Ltd.,
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY I.
Oxford Book and Stationery Co. :
Scindia House, NEW DELHI.
17 Park Street, CALCUTTA.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
DUBLIN.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Gino Capponi 26, FIRENZE.

Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA. Corso Cavour 93,
BARI.

P.E.M., Corso di Porta Romana 87/B, MILANO.
Sous-Dépositaires : GENOVA : Libreria Di
Stefano. MILANO : Libreria Haepfi. NAPOLI :
Libreria L. Cappeli. PADOVA : Libreria Zannoni.
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato. ROMA :
Libreria Rizzoli, Libreria Tombolini. TORINO :
Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Compagny Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO.

MOROCCO - MAROC

B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent: Meulenhoff & Co., N.V. Impor-
teurs, Beulingsstraat, 2, AMSTERDAM.
Principal Retailer: W.P. Van Stockum & Zoon,
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZELANDE

Government Printing Office,
20 Malesworth Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104)

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVEGE

A/S Bokhjornet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, The Mall, LOHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUA DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd.,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bosch, Ronda Universidad II,
BARCELONA.

SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE,
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM AND CROWN

COLONIES - ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.
Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

McGraw-Hill Book Company, O.E.C.D.-Unit,
TMIS Annex, 351 West 41st Street,
NEW YORK 36, N.Y.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita, 23, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e).

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:

O.E.C.D., Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.
2, rue André-Pascal, Paris XVI^e
Dépôt légal n° 1.147. Janvier 1964.
N° 16.818



IMPRIMÉ EN FRANCE

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

L'O.C.D.E. publie chaque année une série d'études économiques par pays.

La nouvelle série 1963-1964 comprendra des études sur les pays suivants.

ALLEMAGNE
AUTRICHE
CANADA *
DANEMARK
ESPAGNE
ÉTATS-UNIS ♦
FRANCE
GRÈCE
IRLANDE
ISLANDE
ITALIE
JAPON
NORVÈGE
PAYS-BAS
PORTUGAL
RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE
ROYAUME-UNI
SUÈDE
SUISSE
TURQUIE
U.E.B.L.

* déjà paru

Prix par fascicule : F 3 FS 3 DM 2,50 5 s. US \$ 0,80

Abonnement à la série complète : F 42 FS 42 DM 35 £ 3 3 s. US \$ 10